

Le président de la République félicite la sélection nationale de handball après sa double qualification au Mondial et la finale de la CAN



P.02

Protection des enfants contre l'exploitation sur internet : Vers la création d'une cellule nationale de veille

P.04

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°3699 Samedi 27 Janvier 2024 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

Annaba

Le wali, Abdelkader Djellaoui, préside une réunion de travail, consacrée à l'examen de plusieurs dossiers

P.06



ANNABA



Le directeur de l'éducation entame une visite d'inspection de plusieurs établissements scolaires

P.07

ANNABA



"BENMOSTEFA BENOUDA" : La wali-déléguée, Wassila Bouchachi inspecte les travaux de réalisation d'infrastructures éducatives

P.07



Emploi :

Intégration de plus de 320.000 bénéficiaires du DAIP dans les entreprises et les administrations publiques

P.03

Le président de la République félicite la sélection nationale de handball après sa double qualification au Mondial et la finale de la CAN



Le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune a félicité jeudi la sélection nationale de Handball pour sa double qualification au Mondial

et à la finale du Championnat d'Afrique des Nations 2024.

Le président de la République a écrit sur son compte personnel sur les réseaux sociaux: "félicitations

à la sélection nationale de handball pour sa double qualification au Mondial et à la finale du Championnat d'Afrique des Nations..Merci pour cet

exploit que vous avez offert aux Algériennes et Algériens, ce qui incombe aux responsables concernés de mobiliser présentement et à l'avenir tous

les moyens au profit de cette sélection afin qu'elle préserve sa performance .. Je vous souhaite plein succès lors de la finale".

Le SG de l'ONU, Antonio Guterres, salue le « rôle positif » de l'Algérie

Dans le cadre de la mission qu'il mène à New York, le ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a été reçu — mercredi 24 janvier — par le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres.

À cette occasion, Attaf a réaffirmé au SG de l'ONU « la considération et le soutien de l'Algérie à ses efforts et démarches visant à mettre fin à l'agression barbare et à la tragédie humaine que vivent nos

frères palestiniens dans la bande de Gaza assiégée ».

Le communiqué du MAE précise que la rencontre a permis aux deux hommes d'évoquer plusieurs dossiers, notamment : « la situation dans les territoires palestiniens occupés, les derniers développements des crises en Libye et dans la région sahélo-saharienne, ainsi que la question du Sahara occidental ». De son côté, Antonio Guterres a salué le « rôle positif » que joue l'Algérie dans son

environnement régional et « sa contribution en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité à trouver des solutions pacifiques à ces crises qui secouent la sécurité et la stabilité aux niveaux, régional et international ».

D'autre part, Ahmed Attaf a eu un entretien avec la présidente du Comité international de la croix rouge (CICR), Mirjana Spoljaric Egger.

Celui-ci a porté essentiellement sur les relations de coopération



entre l'Algérie et cette organisation, ainsi que sur la dégradation de la situation humanitaire dans les différentes

zones de conflits, en particulier dans les territoires palestiniens occupés et dans la région sahélo-saharienne.

Attaf s'entretient à New York avec nombre de ses homologues

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a tenu plusieurs rencontres bilatérales avec ses homologues de France, de Turquie d'Autriche et de Suisse, et avec le ministre d'Etat britannique chargé du Proche-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Asie du Sud, des Nations unies et du Commonwealth, et ce, dans le cadre de la mission qu'il accomplit à New York, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué mercredi un communiqué du ministère.

M. Attaf a réitéré à son homologue français, Stéphane Séjourné, "ses félicitations pour sa désignation à la tête de la

diplomatie française".

Les deux parties ont, par la suite, "passé en revue plusieurs dossiers ayant trait aux relations algéro-françaises, y compris les échéances bilatérales convenues et les voies optimales de leur préparation", note le communiqué.

Avec son homologue turc, Hakan Fidan, M. Attaf a échangé les vues sur les différentes questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment les derniers développements de la situation en Palestine et dans la région sahélo-saharienne, selon la même source.

Les entretiens de M. Attaf avec son homologue autrichien, Alexander Schallenberg, ont constitué une occasion pour examiner "les

moyens et les perspectives de renforcer les relations bilatérales et d'intensifier les concertations politiques autour des questions qui sont au cœur des préoccupations des deux pays aux niveaux, régional et international", ajoute le communiqué.

M. Attaf s'est également entretenu avec son homologue suisse, Ignazio Cassis sur "la coopération et la coordination entre les deux pays durant leurs mandats en tant que membres non permanent du Conseil de sécurité, notamment les démarches futures que l'Algérie entend entreprendre concernant la question palestinienne", précise le document.

Les entretiens de M. Attaf avec le ministre d'Etat britannique



aux Affaires étrangères, Lord Ahmad Tariq, focalisés sur "la coordination entre les deux pays au sein du Conseil de sécurité pour servir les objectifs de paix et de sécurité" ont

permis de "passer en revue les derniers développements de la question palestinienne et la situation prévalant dans la région sahélo-saharienne", conclut le communiqué.

L'Algérie prend connaissance avec intérêt du prononcé de la CIJ sur la requête de l'Afrique du Sud contre le génocide à Ghaza

L'Algérie a pris connaissance avec intérêt du prononcé de la Cour Internationale de Justice (CIJ) quant à la requête déposée par l'Afrique du Sud contre le génocide commis par l'entité sioniste à Ghaza, ce qui témoigne de la justesse de l'initiative du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, premier Chef d'Etat à appeler à une saisine massive des instances juridictionnelles internationales, indique vendredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à

l'étranger.

"L'Algérie a pris connaissance avec intérêt du prononcé de la Cour internationale de Justice à propos de la requête déposée par l'Afrique du Sud en relation avec la commission d'un crime de génocide à Ghaza", précise le communiqué, relevant que "cette décision porte témoignage de la justesse de l'initiative du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a été le tout premier Chef d'Etat à appeler à une saisine massive des instances juridictionnelles internationales de la multiplicité des crimes réprimés par le



Droit international humanitaire perpétrés par les forces d'occupation israéliennes à Ghaza".

"Dans le même sens, l'Algérie renouvelle sa haute appréciation et son soutien à l'Afrique du Sud pour sa saisine de la Cour internationale de Justice qui vient de reconnaître de manière éclatante le bien-fondé de sa

démarche", ajoute la même source.

"L'Algérie considère que le prononcé de la Cour Internationale de Justice annonce le début de la fin de l'ère de l'impunité dont l'occupation israélienne a longtemps tiré bénéfice pour donner libre cours à son oppression du peuple palestinien et à la répression de l'ensemble de ses droits légitimes", souligne le communiqué du MAE, relevant que "l'Algérie prend acte des mesures provisoires ordonnées par la Cour internationale de Justice à propos desquelles

l'occupation israélienne doit répondre à la Cour dans un délai d'un mois".

Le communiqué du MAE a rappelé à cet effet que "la Mission permanente d'Algérie auprès des Nations-Unies a été instruite par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de demander une réunion du Conseil de sécurité dans les plus brefs délais en vue de donner un effet exécutoire au prononcé de la Cour internationale de Justice sur les mesures provisoires qui s'imposent à l'occupation israélienne".

Le président de la République préside une réunion du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, mercredi, une réunion du Conseil des

ministres portant sur des exposés concernant plusieurs secteurs, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. "Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême

des forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres portant sur des exposés sur les statuts et régimes indemnitaires dans le secteur de l'enseignement

supérieur, le suivi de l'état d'avancement du projet de trituration de graines oléagineuses (Kotama) à Jijel, et le déroulement de la campagne labours-semences de la saison 2023-2024", lit-on dans le communiqué.



Communiqué du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, mercredi, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés inhérents à plusieurs secteurs, indique un communiqué du Conseil des ministres dont voici la traduction APS:

"Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés sur les statuts et régimes indemnitaires dans le secteur de l'enseignement supérieur, le suivi de l'état d'avancement du projet de trituration de graines oléagineuses (Kotama) à Jijel, et le déroulement de la campagne Labours-semences pour la saison 2023-2024.

Après l'ouverture de la réunion par Monsieur le président de la République et la présentation de l'ordre du jour et de l'activité gouvernementale pour les deux dernières semaines, et suite aux interventions de Messieurs les ministres, Monsieur le président de la République a donné les instructions et directives

suivantes:

Premièrement:

- Le Conseil des ministres a approuvé l'exposé du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique sur les statuts et régimes indemnitaires des fonctionnaires appartenant aux corps particuliers de ce secteur.

Deuxièmement:

Concernant l'exposé présenté par le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique sur le taux d'avancement du projet de trituration de graines oléagineuses (Kotama) à Jijel:

- Le président de la République a affirmé que ce projet pour lequel l'Etat a consenti de grands efforts, entrera en phase de production effective en juin prochain, ce qui constituera une plus-value importante pour les capacités de production nationale et l'approvisionnement du marché en huile.

- Monsieur le Président a donné des instructions à l'effet de coordonner entre tous les secteurs gouvernementaux et élaborer une vision cohérente pour l'exploitation des résidus des graines oléagineuses dans la production de fourrage, en accordant la priorité à l'Office national des aliments de bétail (ONAB) et aux coopératives



privées dans la wilaya de Jijel.

- Mise en place de fermes pilotes pour la culture des graines oléagineuses, afin de contrôler l'ensemble de la chaîne de production, de la ferme au consommateur, dans le cadre de la stratégie de sécurité alimentaire.

Concernant le volet agricole dudit projet, le Président de la République a ordonné au ministre en charge du secteur de:

- Elaborer une nouvelle vision sur les fermes pilotes qui soit en droite ligne de l'orientation du pays vers la modernisation, visant à créer une intégration et une complémentarité entre l'Agriculture, l'Industrie et l'ensemble des secteurs du Gouvernement.

- Toutes ces procédures vont dans le sens de la garantie de la sécurité alimentaire en s'appuyant sur les capacités nationales, en vue de

réduire l'importation et limiter le recours abusif aux devises.

Troisièmement:

Concernant l'exposé du ministre de l'Agriculture sur le suivi du déroulement de la campagne Labours-semences pour la saison 2023-2024:

- Le président de la République a mis l'accent sur l'impératif d'accompagner les professionnels du secteur agricole, à travers l'introduction de techniques de pointe et le changement des mentalités, à même de générer de la richesse dans ce domaine stratégique sur lequel mise l'Etat dans le cadre du développement de l'économie nationale.

- Nécessité de revoir à la hausse le rendement de la production des céréales par hectare, d'encourager les agriculteurs à travers la valorisation des avantages octroyés par l'Etat

et de généraliser l'usage des moyens scientifiques.

- Encourager l'investissement agricole dans le Sud, où toutes les conditions et potentialités nécessaires sont réunies, tout en accélérant la régularisation des cas en suspens depuis des années, au titre du dossier de mise en valeur des terres, en délivrant aux bénéficiaires des actes de propriété, conformément à la législation sur la mise en valeur des terres.

Orientations générales:

- Monsieur le Président a salué les efforts consentis par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, dans le cadre de la conjugaison de leurs efforts en termes de haute coordination entre les deux secteurs et pour la dynamique économique créée.

Enfin, le Conseil des ministres a approuvé un marché de gré à gré pour l'expansion du port d'Annaba et la réalisation d'une voie ferrée au quai minéralier, eu égard au caractère urgent du projet.

Au terme de la réunion, le Conseil des ministres a approuvé des décrets portant nominations dans des postes supérieurs de l'Etat".

EMPLOI:

Intégration de plus de 320.000 bénéficiaires du DAIP dans les entreprises et les administrations publiques



Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb a fait état, jeudi à Alger, de

l'intégration, à fin décembre dernier, de plus de 320.000 bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) dans les entreprises et les administrations publiques, à des postes d'emploi permanents.

A une question d'un député à l'Assemblée populaire nationale (APN) lors d'une plénière consacrée aux questions orales, M. Bentaleb a précisé que 324.506 bénéficiaires du DAIP ont été intégrés, jusqu'au 31 décembre dernier, dans les entreprises et les administrations publiques à des postes d'emploi permanents.

Cette intégration, affirme le ministre, "s'inscrit dans le cadre de la feuille de route tracée par

les pouvoirs publics pour la mise en œuvre des engagements du président de la République visant à mettre fin à la fragilité des dispositifs de promotion de l'emploi rémunéré pour améliorer le niveau de vie des concernés, notamment les jeunes diplômés bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et à l'insertion sociale (DAIS)".

Concernant l'insertion de la deuxième et de la troisième vagues avec effet rétroactif, le ministre a souligné que les modalités d'application des dispositions du décret exécutif 336-19, notamment en son article 1 ont été clarifiées en vertu d'une

ordonnance interministérielle entre les ministres de l'Emploi et des Finances ainsi que la fonction publique stipulant que "l'insertion se fait sur trois étapes suivant l'ancienneté acquise dans les dispositifs durant trois (03) ans.

Répondant à une question sur l'objectif derrière la convocation des personnes ayant un handicap permanent pour le contrôle médical, le ministre a souligné que "les dispositions du décret exécutif 171-05 du 7 mai 2005 définissant les conditions du contrôle médicales des assurés sociaux exigent la présence physique de l'assuré dans certains cas afin de l'examiner ou

présenter un document médical pour s'assurer de la conformité de son état de santé avec les avantages de la sécurité sociale dont la prise en charge nécessite un contrôle médical".

Pour bénéficier de certains avantages à l'image des primes et indemnités d'accident de travail, maladies professionnelles ou invalidité nécessite, selon M. Bentaleb, il faut faire "une consultation médicale".

La CNAS avait entamé des procédures dans l'optique d'alléger les mesures afin d'éviter la convocation systématique des assurés sociaux et des ayants-droit, a expliqué M. Bentaleb.

PROTECTION DES ENFANTS CONTRE L'EXPLOITATION SUR INTERNET : Vers la création d'une cellule nationale de veille

La Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Mme Meriem Cherfi, a annoncé, mercredi à Alger, la création, au cours de cette année, d'une cellule nationale de veille pour la protection des enfants contre l'exploitation à travers les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), qui sera chargée de détecter les atteintes au droit de l'enfant et d'intervenir à temps.

Dans une allocution prononcée à l'occasion d'une journée d'étude sous le thème "Les atteintes aux enfants dans le cyber-espace", organisée par la Cour d'Alger en partenariat avec l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance (ONPPE), Mme Cherfi a affirmé que "le décret réglementaire régissant l'ONPPE est en cours de modification, et ce, à travers la création d'une cellule de veille dont les membres seront installés au cours de cette année", ajoutant qu'elle sera composée de "spécialistes de

l'ONPPE, de représentants des corps de sécurité et d'experts dans le domaine des nouvelles technologies".

Lors de cette rencontre rehaussée par la présence du procureur général près la Cour d'Alger, de la présidente de la même Cour et de nombre de magistrats et d'avocats, Mme Cherfi a précisé que cette cellule, qui sera opérationnelle 24/24h, "permettra d'intervenir à temps contre toute atteinte aux enfants via les TIC" afin de leur assurer une protection optimale.

Dans le même contexte, elle a indiqué que l'Organe avait entamé, novembre dernier, "l'élaboration d'un plan national pour l'enfance 2024-2029, en coordination avec les secteurs concernés, les experts et les acteurs de la société civile", relevant que "l'Algérie dispose de mécanismes importants pour la protection des enfants, en sus d'un arsenal juridique solide, en tête duquel figure la Constitution, pour la protection de cette

catégorie vulnérable contre tout risque".

De son côté, l'avocate Fatima Zahra Benbrahim a mis en garde contre "le danger d'influenceurs actifs sur Internet contre rémunération qui incitent à la dépravation morale".

Pour sa part, la juge des enfants au tribunal de Sidi M'hamed, Imane Benladghem, a relevé "l'importance de l'utilisation rationnelle d'Internet par les enfants", exhortant les parents à "surveiller le contenu consulté par leurs enfants afin de faire face aux risques qui les guettent sur Internet".

Au terme de cette Journée d'étude, les participants ont suggéré d'encourager les comportements à adopter pour la sécurité numérique, en fournissant aux parents et aux éducateurs des conseils pratiques sur la manière de protéger leurs enfants dans le cyber espace.

A ce propos, ils ont appelé à "favoriser la communication



familiale en ouvrant des dialogues continus avec les enfants sur leurs expériences numériques et les risques potentiels, et à les inciter à signaler immédiatement toute sollicitation en ligne dont ils pourraient faire l'objet".

Les participants ont, également, plaidé pour "le renforcement de la coopération internationale en matière de collecte et d'échange d'informations dans le domaine de la lutte contre les crimes cybernétiques contre les enfants,

en tenant compte du principe de la souveraineté nationale et de la réciprocité, ainsi que pour la prise en charge psychologique des enfants victimes de violence cybernétique".

Ils ont, en outre, préconisé "l'introduction de cours spéciaux dans les établissements scolaires dispensés par des spécialistes au profit des enfants sur la violence cybernétique et les outils et applications de sécurité numérique".

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED :

Dix individus placés en détention provisoire pour trafic de drogue

Le juge d'instruction près le Tribunal de Sidi M'hamed (Alger), a ordonné la mise en détention provisoire de dix (10) individus accusés de trafic de drogue et de blanchiment d'argent dans le cadre d'une bande criminelle organisée, a indiqué, vendredi, un communiqué du parquet de la République près le même

tribunal.

"En application des dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, le parquet de la République près le tribunal de Sidi M'hamed (Pôle pénal spécialisé), informe l'opinion publique que dans le cadre de la lutte contre le crime organisé et le trafic illicite de drogue, et suite à des informations

concernant un réseau criminel versé dans le trafic de drogue à travers certaines wilayas du pays, à partir de la ville de Tamanrasset, qu'une enquête préliminaire a été ouverte par le service central de lutte contre le trafic illicite de drogues relevant de la Sûreté nationale", a précisé la même source.

Les investigations se sont

soldées par "l'arrestation des 13 membres du réseau avec en leur possession 31 kg de cocaïne, 52.250 comprimés psychotropes et 2 kg de cannabis".

"En date du 25/01/2024, les mis en cause ont été présentés devant le parquet et une enquête judiciaire a été ouverte pour trafic de drogue dans le cadre d'une

bande criminelle organisée, et blanchiment d'argent", a ajouté la même source.

"A l'issue de l'interrogatoire, le juge d'instruction a ordonné le placement de dix (10) accusés en détention provisoire et un (1) autre sous contrôle judiciaire, tandis que deux (2) accusés ont été libérés", selon la même source.



ACCIDENTS DUS AUX FUITES DE GAZ :

5 décès en une semaine

Cinq (5) personnes ont perdu la vie, la semaine en cours, dans des accidents dus à des fuites de monoxyde de carbone, portant ainsi le bilan à 77 décès depuis le début du mois d'octobre dernier, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la

Protection civile.

Dans la période allant du 18 au 24 janvier, cinq (5) personnes ont perdu la vie et 73 autres ont souffert d'une intoxication au monoxyde de carbone, portant ainsi le bilan à 77 décès depuis le début du mois d'octobre dernier,

a déclaré à l'APS le chargé de Communication à la Direction générale de la Protection civile (DGPC), le Lieutenant Youcef Abdat.

A cet effet, les services de la Protection civile poursuivent leurs campagnes de sensibilisation, à

travers tout le territoire national pour donner les conseils et les orientations nécessaires aux citoyens contre "le tueur silencieux", et leur inculquer la culture préventive, en les sensibilisant à l'importance de suivre les règles de protection et

de respect des normes de sécurité pour éviter les dangers liés à ce type d'accidents.



ACCIDENTS DE LA ROUTE :

47 morts et 212 blessés durant la semaine en cours

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) ont recensé, au niveau de leur territoire de compétence, 47 morts et 212 blessés dans 133 accidents corporels survenus durant la semaine en cours.

A ce propos, le chef du bureau de communication au centre d'information et de coordination routière de la GN, le commandant Samir Bouchehit a indiqué, jeudi dans une déclaration à l'APS,

que les unités de la GN "ont enregistré, à travers leur territoire de compétence, 133 accidents de la circulation ayant fait 47 morts et 212 blessés".

Le nombre des accidents de la circulation a connu, selon le même responsable, "une hausse par rapport à la semaine passée (+8) ainsi que celui des blessés (+55), tandis qu'une baisse a été enregistrée dans le nombre de décès (-1).

Il a précisé que la wilaya de Tamanrasset vient en tête de ce bilan tragique, avec 8 accidents, suivie de la wilaya de Tipasa avec 7 accidents, puis des deux wilayas d'Alger et de Boumerdes, avec 6 accidents.

Ces accidents sont principalement dus, ajoute le commandant Bouchehit, "au non-respect de la distance de sécurité entre les véhicules, à l'excès de vitesse et aux dépassements dangereux".



CÉDÉ POUR 13 MILLIARDS À UN PRIVÉ: Le marché de voitures de Tidjelabine rouvre en février

Après trois ans de fermeture (depuis 2021), le marché hebdomadaire de véhicules d'occasion de Tidjelabine (est de la wilaya de Boumerdès) va rouvrir ses portes très prochainement.

À cet égard, le P/APC de Tidjelabine, Bilal Khedidji, a annoncé qu'à partir de ce mois de février 2024, au plus tard, le marché aura lieu le samedi de chaque semaine, tout en soulignant qu'il



s'agit d'un marché de dimension nationale.

Cette réouverture va se faire à la suite d'un appel d'offres public qui a abouti sur la cession de 8 hectares

du marché (sur une superficie totale de 14 ha) à un particulier pour le montant de 13,3 milliards de centimes.

La surface inexploitée restante (soit 6 ha) sera louée, a fait savoir le P/APC, en vue de « la création d'un marché hebdomadaire national de bétail et d'un autre marché national de gros des produits classés ».

Vers l'augmentation de la capacité d'accueil du marché de

Tidjelabine à 5000 véhicules

Afin d'assurer aux citoyens des prestations de qualité, L'APC de Tidjelabine a alloué une enveloppe de plus de trois (3) millions de DA pour la réaménagement de cet espace qui possède une capacité d'accueil de 2000 véhicules.

En outre, B. Khedidji a indiqué qu'une précédente étude technique a suggéré d'élargir la capacité d'accueil du marché à plus de 5000

véhicules, ainsi que sa répartition en différents espaces pour organiser le parcage des véhicules et les services.

A noter que le marché de voitures de Tidjelabine, l'un des plus grands d'Algérie, se situe à la cité Ibn Fouda, à l'ouest de la commune, et il s'étale sur une surface de 14 hectares. Du reste, organisé auparavant les jeudis, celui-ci se tiendra désormais samedi.

Les crédits immobiliers de la finance islamique auront les mêmes avantages que les financements classiques

Le ministre des Finances, LaazizFaïd a fait savoir, jeudi à Alger, qu'un décret exécutif sera bientôt approuvé, lequel permettra d'accorder aux produits de la finance islamique pour le financement de l'achat d'un logement, les mêmes avantages que ceux accordés au niveau des banques traditionnelles.

Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales et présidée par MoundirBouden, vice-président de cette instance parlementaire, M. Faïd a précisé que le texte, présenté au cours de ce mois lors d'une réunion du Gouvernement pour une deuxième lecture, vise à réduire la marge bénéficiaire des crédits immobiliers accordés par les banques et

les institutions financières aux bénéficiaires dont les revenus ne dépassent pas un montant déterminé par rapport au salaire national minimum garanti (SNMG).

A une question du député Ali Bensebgag (Indépendants) sur l'adoption d'un impôt unique de 25% sur toutes les activités économiques, le ministre a affirmé que la volonté du Gouvernement d'élargir la base fiscale en diversifiant les régimes fiscaux applicables à la plupart des contribuables, procède du principe d'égalité et de répartition équitable de la charge fiscale.

M. Faïd a souligné qu'il n'est pas possible actuellement d'adopter un taux unifié de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS), appliqué avec un taux de 19% pour le secteur productif et de 23% pour



les travaux publics et le bâtiment, car constituant "une injustice envers ces deux secteurs", a-t-il dit.

Toujours dans le cadre de la politique d'élargissement de la base fiscale, le ministère a entamé, à travers la Direction générale des impôts (DGI), la concrétisation de réformes concernant la taxe foncière, l'assujettissement des activités exercées sous le régime de l'auto-

entrepreneur à l'impôt forfaitaire unique (IFU) de 5 %, avant d'être revu à la baisse à 0,5%, ainsi que l'activation de l'application de l'impôt sur la fortune (IFS), après les difficultés rencontrées dans son application".

Abordant le programme de modernisation et de numérisation concrétisé au niveau du secteur des Finances, le ministre a affirmé que le projet "atteindra les résultats escomptés, durant le 1er semestre de l'année en cours", soulignant dans sa réponse à une question du député Mohamed Menouar Bencherif (Front El Moustakbal), que les efforts focalisent sur les deux projets du plan stratégique informatique et du centre des données du ministère des Finances, inauguré il y a un mois et qui abrite et sécurise tous

les systèmes informatiques des différents services du ministère.

A une autre question du député Abderrahmane Salhi (Front El Moustakbal), autour de l'extension du tramway d'Ouargla (3 km), M. Faïd a indiqué que les prérogatives de levée de gel sur les projets relèvent des ministères concernés qui se doivent de formuler une demande au Premier ministre qui, à son tour, demande au ministère des Finances, l'examen de la possibilité de financer le projet.

Le Premier argentier du pays a tenu à rappeler dans ce sens, que le ministère des Finances affecte les enveloppes financières aux différents projets dans le pays", "dans les limites autorisées par la loi de finances".

Lancement de la 11^{ème} promotion des professionnels du marché financier par l'Institut de la formation bancaire



L'Institut de la formation bancaire (IFB) a annoncé dimanche dans un communiqué le lancement du cycle de la formation de la 11^{ème} promotion de la certification des professionnels du marché financier (CPMF), inscrite dans le cadre de la réalisation de l'offre de formation 2024.

Le lancement de cette formation depuis le centre de formation de l'IFB, à Dely Ibrahim (Alger) a été marqué par la présence du président de la COSOB, du Directeur général de la Bourse d'Alger et du Directeur général de l'IFB, précise la même source.

Le programme de certification des professionnels du marché financier a vocation de "former tous les acteurs du marché financier" ou "ceux désirant acquérir des connaissances reconnues dans ce domaine, en particulier les cadres des sociétés émettrices, les

gestionnaires d'actifs au niveau des investisseurs institutionnels et les journalistes spécialisés en finance", est-il souligné.

La 11^{ème} promotion de la formation totalise 56 participants, issus majoritairement des banques, compagnies d'assurance et journalistes spécialisés, ajoute encore la même source relevant qu'au terme de ce cursus, les lauréats auront "l'opportunité d'actualiser et de renforcer leurs connaissances et compétences financières et d'augmenter leur efficacité".

"Les professionnels de la finance et de la banque pourront ainsi tenir compte des nouveaux enjeux en matière d'investissement et faire la différence dans leur activité professionnelle", souligne-t-on.

L'IFB assure également que ce cycle de certification, d'une durée de trente-deux (32) jours, répartis sur cinq mois en alterné, sera conjointement certifié par l'IFB et la COSOB et animé par des professionnels du métier.

Il permettra notamment "aux candidats qui l'auront réussi d'exercer une activité fortement

réglementée dans la sphère du marché financier".

L'Institut de la formation bancaire, créé en 1989 par les banques et établissements financiers algériens, vise la mise en commun de moyens pour réunir et fédérer les énergies et les compétences du secteur bancaire et financier à l'effet de mettre en place et de développer les formations professionnelles qui répondent aux exigences de la profession bancaire et ce dans le cadre des mutations du secteur et l'ouverture du capital de certaines banques.

AIR ALGÉRIE:

Examen des voies et moyens d'appui du partenariat avec la partie vénézuélienne

Les voies et moyens d'appui du partenariat entre la compagnie aérienne nationale "Air Algérie" et son homologue vénézuélienne "Conviasa" ont été examinés, à Alger, a indiqué la compagnie dans un communiqué.

Les voies et moyens d'appui et de développement du partenariat entre les deux parties ont été passés en revue, lors d'une rencontre qui s'est déroulée au siège d'Air Algérie, ayant regroupé le directeur

général de la compagnie, Yacine Benslimane et son staff, avec une délégation vénézuélienne conduite par le ministre des Transports, Ramon Velasquez Araguayan, ajoute la même source.

Il convient de rappeler qu'une ligne aérienne directe entre l'Algérie et le Venezuela a été inaugurée, dimanche soir, avec l'arrivée du tout premier vol à l'aéroport international d'Alger Houari Boumediene, sur cette nouvelle ligne aérienne directe reliant Alger



à Caracas.

La cérémonie d'inauguration de cette nouvelle ligne avait été présidée par les ministres des Transports, Mohamed El Habib Zahana, et de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, président de la commission

intergouvernementale mixte algéro-vénézuélienne de coopération économique, commerciale, scientifique et technique.

Le vol a été opéré par un avion de la compagnie aérienne nationale vénézuélienne "Conviasa", qui a décollé de l'aéroport Simon Bolivar vers l'aéroport international Houari Boumediene avec à bord une importante délégation vénézuélienne, conduite par le ministre vénézuélien de l'Agriculture productive et des

Terres, Wilmar Castro Soteldo. La délégation comprenait, en outre, les ministres des Transports, du Tourisme et de la Pêche, des responsables, des hommes d'affaires et des journalistes vénézuéliens.

A cette occasion, M. Cherfa avait souligné l'importance de cette ligne dans le renforcement et la promotion des relations économiques bilatérales de manière concrète à la hauteur des aspirations.

Le wali, Abdelkader Djellaoui, préside une réunion de travail, consacrée à l'examen de plusieurs dossiers



S.F

Le wali, Abdelkader Djellaoui, a présidé une réunion de travail en présence de plusieurs responsables afin de discuter de divers sujets, se rapportant au plan de lutte et de contrôle des incendies de forêt pour l'exercice 2024, le volet social notamment les préparatifs de l'opération de solidarité pour le mois sacré de Ramadhan, le programme de solidarité et d'animation de la direction des affaires religieuses durant le mois de Ramadhan, le point de situation de la disponibilité des produits et denrées alimentaires de large consommation durant ce mois sacré, l'état d'avancement du programme de développement local (PCD+ BW+CSGCL+ +BC).

• Lutte et contrôle des incendies de forêt pour l'exercice 2024 :

Le wali a instruit le conservateur des forêts afin d'assurer une coordination inter-wilayas voisines afin de faire face aux incendies, et de procéder à l'identification des points sensibles et d'envisager des dispositions pour impliquer la société civile à l'effet de

contribuer à la lutte contre les incendies. Les services de la protection civile travailleront également à fournir un centre au niveau de chaque commune, ce qui est considéré comme positif, et à exploiter toutes les capacités disponibles pour faire face aux incendies.

• Solidarité et préparatifs au mois de Ramadhan :

Par ailleurs, concernant le domaine de la solidarité et des préparatifs de l'opération pour le mois de Ramadhan, le wali a consacré une partie importante de la réunion à revoir les modalités de préparation du mois sacré du Ramadhan. L'Administration locale a présenté un exposé faisant part de la réception de 8.848 dossiers en vue de bénéficier de la subvention.

Lors de la présentation, il a été évoqué une synthèse de suivi et d'évaluation de tout ce qui concerne l'opération de solidarité.

Les responsables ont confirmé la finalisation des listes après délibération et approbation de celles-ci. Le chargé de la Direction des actions sociales a exposé le processus de préparation pour accueillir ce mois sacré. Ce dernier a présenté le bilan du

Ramadan dernier concernant les bénéficiaires de l'allocation de solidarité pour ladite opération, ainsi que le nombre de restaurants et les repas qui ont été autorisés. Des dossiers pour des Restaurants Al-Rahma, chargés de nourrir les nécessiteux et les passants ont été déjà réceptionnés. Le wali a insisté sur l'importance d'assurer une coordination étroite entre les secteurs des affaires religieuses, de la culture, de la jeunesse et des sports, et d'envisager l'organisation de campagnes de sensibilisation visant à éviter le gaspillage.

• Solidarité et animations religieuses au mois de Ramadhan :

Pour sa part, le directeur des Affaires religieuses a fait une présentation sur les programmes animés par les institutions affiliées au secteur, notamment les mosquées et les centres culturels, où il a évoqué une prévision de 5.000 couffins de Ramadhan, dont le nombre pourrait augmenter, en plus de l'ouverture de deux restaurants Al-Rahma pendant le mois sacré pour distribuer environ 7.000 repas chauds par jour. Il existe également des opérations liées au parrainage d'orphelins (cérémonie

de circoncision, distribution de vêtements de l'Aïd...).

• Approvisionnement et disponibilité de produits à large consommation :

Le directeur du Commerce, à son tour, a fait une présentation sur l'approvisionnement du marché en matériaux et produits à large consommation, ainsi que sur le suivi des pratiques commerciales, outre les opérations de sensibilisation organisées par la direction pour réduire le phénomène du gaspillage.

Le directeur du Commerce a expliqué que la wilaya d'Annaba parvient à l'autosuffisance en semoule et en farine, ainsi qu'en lait. Le wali a donné des instructions sur la nécessité d'accélérer l'ouverture des marchés de proximité, notamment dans la commune d'El-Hadjar, Cité Atoui Salah, ainsi que dans la commune de Sidi Amar.

• Administration locale :

Dans son intervention, le Directeur de l'Administration Locale a présenté un état d'avancement du programme de développement local (PCD+ BW+CSGCL+ +BC).

• **Tourisme :** Le directeur du Tourisme a, à son tour, évoqué les visites de terrain réalisées

par ses services au niveau des communes d'Annaba, Chetaibi et El Bouni, et présenté un exposé des travaux en cours concernant les problèmes de l'environnement des plages devant accueillir les estivants lors de la prochaine saison estivale.

A l'issue de ce tour d'horizon, le wali Abdelkader Djellaoui, a émis plusieurs directives aux présidents des 12 conseils populaires et a souligné la nécessité de suivre tous les dossiers avec une présence sur le terrain, ce qui nécessite une bonne préparation et l'établissement de programmes adaptés pour les différentes activités programmées au mois sacré de Ramadhan, avec la participation de tous les secteurs concernés, insistant sur le maintien d'une bonne attention à la propreté des environs et en apportant les soins nécessaires aux mosquées, notamment l'éclairage public, en plus des activités, qu'elles soient religieuses, culturelles ou sportives.

En conclusion, le wali a insisté sur la nécessité de continuer à procéder aux opérations de nettoyage curatif en impliquant tous les acteurs en ce sens.

ANNABA / ADE

L'ADE procède à la réparation des fuites survenues à la cité "Les Hongrois" et "Didouche Mourad"

S.F

Suite à notre dernière édition à travers laquelle nous avons évoqué des fuites d'eau au niveau de la cité "Les

Hongrois", du "5 juillet" ainsi qu'au niveau du centre de formation professionnelle, "Didouche Mourad", les équipes de l'Algériennes de l'eau de l'unité Annaba sont

intervenus sur les deux fuites sur des conduites de 200 et 110 mm de diamètre qu'elles ont pu réparer.

La fuite dans le canal de 110 mm de diamètre a été réparée

par le centre de distribution n°01 devant le centre de formation professionnelle "Didouche Murad". Quant aux fuites enregistrées au niveau du quartier "Cheikh Al-Taher" et

à proximité de la mosquée "El-Aziz", une intervention a été programmée pour y remédier à cette défaillance dans les plus brefs délais.

ANNABA / CIRCONSCRIPTION "BENMOSTEFA BENAOUA"

La wali-déléguée, Wassila Bouchachi inspecte les travaux de réalisation d'infrastructures éducatives

Sara.Y

La wali-déléguée, Wassila Bouchachi, de la circonscription administrative "Benmostefa Benaoua", a effectué récemment une visite d'inspection sur l'avancement des travaux des projets éducatifs à "Benmostefa Benaoua". L'objectif de sa sortie était d'évaluer le taux d'avancement des travaux de réalisation d'un groupe scolaire et d'un nouveau établissement secondaire à

la cité "2000, logements de la région. Au cours de cette visite, la wali-déléguée a consacré une attention particulière à la qualité des travaux en cours, émettant des recommandations à l'adresse des responsables de la direction des équipements publics, et insistant sur l'importance de la conformité des travaux réalisés par rapport aux normes éducatives. Madame Wassila Bouchachi a insisté sur les respects des délais afin que les projets soient achevés avant la prochaine rentrée

scolaire.

La construction de ces infrastructures éducatives revêt une importance cruciale pour la communauté locale. Le complexe scolaire prévoit d'accueillir des élèves du primaire, tandis que le nouveau lycée offrira des opportunités d'éducation secondaire aux jeunes de la région.

A travers cette sortie sur le terrain, la wali-déléguée a témoigné son engagement envers le développement du secteur éducatif, notamment dans cette nouvelle localité.



ANNABA / EDUCATION NATIONALE

Le directeur de l'éducation entame une visite d'inspection de plusieurs établissements scolaires



Sara.Y

Afin de garantir de s'assurer des conditions d'apprentissage optimales au profit des élèves, le directeur de l'éducation nationale, Zina Nour Eddine, accompagné du chef du service de la formation et de l'inspection, a entrepris une série de visites sur le terrain. Cette initiative avait pour but d'établir un point de situation concernant les établissements éducatifs

inspectés niveau de la commune de Treat. Trois établissements ont été au centre de cette inspection, il s'agit du lycée "Amirat Hocine", le collège "Frères Hamouda", et l'école primaire "Labied Mahmoud". Ont été passés en revue les aspects inhérent au fonctionnement de chauffage, de l'équipement scolaire, et des éléments essentiels au bon déroulement des cours éducatifs.

Au cours de cette visite,

le directeur s'est entretenu avec le personnel administratif et éducatif de chaque établissement, à l'effet de s'informer de leurs préoccupations pédagogiques, auxquelles, le directeur de l'éducation, Nour Eddine, s'est engagé à leur assurer une attention particulière. Ce dernier, a réaffirmé sa disponibilité à entreprendre des mesures d'amélioration de ces aspects, s'engageant à fournir toutes les ressources nécessaires.

ANNABA / DCP / GENDARMERIE NATIONALE

SANTÉ PUBLIQUE :

Inspection de la qualité d'eau potable des livreurs ambulants

Sara.Y

Dans le cadre des mesures préventives contre les risques d'infection maladies hydriques et de la préservation de la santé publique, les inspecteurs de la DCP assistés des éléments de la gendarmerie nationale ont coordonné leurs efforts lors d'une inspection sévère organisée à la cité "Merzouk Amar" relevant de la commune de Sidi Amar. Au cœur de ces actions préventives, des gendarmes ont entrepris dans le cadre de leurs missions quotidiennes, une inspection de la qualité de l'eau potable transportée à l'aide des citernes par des livreurs ambulants, en vue de s'assurer de la salubrité de l'eau destinée à la consommation.

Une initiative appréciée par les habitants de cette localité, concernant la lutte contre

le commerce illégal d'eau provenant de sources inconnues. Soulignons que les risques liés à l'utilisation d'eau non contrôlée sont multiples, et les autorités locales s'emploient à éradiquer ce genre de pratiques en identifiant les sources illicites et en prenant des mesures adéquates. De plus, une attention particulière est portée aux activités non autorisées dans le domaine de la distribution d'eau par le biais des camion-citernes. Cela implique le contrôle des équipements inappropriés et les pratiques non conformes aux règles d'hygiène et sanitaires. Parallèlement en matière d'actions répressives, une campagne de sensibilisation a été lancée, où des dépliants préventifs ont été distribués aux parties concernées.



ANNABA :

Exploiter les talents nationaux pour une nouvelle vision de la ville

Les participants au 3ème Salon international du bâtiment et de l'aménagement, "Batimex" ont souligné, jeudi passé, à Annaba, la nécessité "d'exploiter les talents algériens en matière d'architecture, ainsi que l'héritage culturel pour une nouvelle vision de la ville algérienne, alliant modernité, respect de l'environnement et préservation de l'identité culturelle".

Au cours des séances scientifiques organisées dans le cadre de ce Salon, l'accent a été mis sur "le rôle de la technologie et de la transformation numérique pour mettre en lumière les compétences et le génie des architectes afin de concevoir des projets mêlant la dimension artistique du patrimoine, l'équilibre culturel

de la société et les exigences de la vie moderne pour parvenir à une ville moderne et harmonieuse". L'architecte Chafik Gasmî, propriétaire de "Chafik Studio" pour l'architecture et le design à Paris (France), a souligné que la ville algérienne est riche au plan architectural, ce qui permet d'aménager une agglomération moderne, harmonieuse, préservant sa personnalité et son identité.

Le fondateur de "Chafik Studio", réputé pour ses réalisations innovantes, intemporelles et épurées", a ajouté que les "données topographiques, les espaces exploités et vacants, la dimension culturelle et civilisationnelle de la société algérienne, respectueuse de ses traditions, ainsi que les schémas de construction et le potentiel naturel riche et diversifié de

l'Algérie, représentent des données précieuses que les architectes doivent exploiter pour remédier aux insuffisances et réinventer la ville pour qu'elle préserve sa référence et demeure en phase avec son temps".

Pour sa part, l'expert en architecture, Akli Amrouche a évoqué "l'évolution de la qualité des matériaux de construction algériens", soulignant "l'importance d'exploiter les technologies numériques et les matériaux de construction innovants pour maîtriser les coûts de réalisation dans le secteur de la construction".

Il a également estimé que l'innovation dans le domaine de la construction et du développement n'est pas seulement basée sur les technologies modernes et les matériaux de construction,



mais nécessite également, a-t-il souligné, "une contribution positive des citoyens afin d'améliorer le cadre de vie".

Le Salon Batimex, dont la nouvelle édition est organisé sous le slogan "inventer des solutions pour un bâtiment plus durable" est marquée par la participation de 80 exposants représentant d'entreprises du secteur du

bâtiment et de l'aménagement, de bureaux d'études et d'unités spécialisées dans la production de matériaux de construction, d'Algérie, de Turquie, de Chine et de Syrie.

Ce Salon de 5 jours est organisé par Eleven Event à l'Hôtel Sheraton d'Annaba en coopération avec l'Ordre national des architectes.

ANNABA / SÛRETÉ DE WILAYA :

Clôture du championnat régional des jeux d'échecs

Le Représentant de l'Inspecteur Régional de la Police de l'Est (Constantine), le Commissaire de Police Boubir Kamar El Zaman, a supervisé, avant-hier jeudi, la clôture du Championnat Régional de jeux d'échecs inter-services de police pour la session 2023/2024, au niveau du CRF. Cette clôture des jeux d'échecs

s'est opérée en présence des autorités militaires, du sous-directeur des activités sportives, du chef du service régional de santé, des activités sociales et des activités sportives, du directeur de la protection civile, du chef des services de l'inspection des douanes et les chefs des services de police d'Annaba.

Le concours a vu la présence de 90 athlètes des deux sexes. En marge de la cérémonie, les

membres du Club sportif de la Fédération de Police d'Annaba ont été honorés, en présence des entraîneurs Abbasi Jamal et Abdel Aziz, champion arabe et africain en 2018 et 2019, pour les résultats honorables qu'ils ont obtenus, au sein du Championnat National de Canoë. Championnat d'Aviron Kayak qui s'est déroulé au niveau d'un barrage, Kesir, Province de Jijel, les 19, 20, 21, 22 juillet 2023.



ANNABA / CADRE VIE :

Les habitants de Sarouel dénoncent l'absence d'aires de jeux

Les habitants de la localité de Sarouel, sise commune d'El Bouni souffrent d'une dégradation significative de leur cadre socioculturel, marqué par une absence de commodités indispensables. Des lacunes qui n'en finissent

pas dans cette localité qui n'a plus l'aspect d'une cité, sans compter l'absence flagrante d'aires de jeux pour distraire les enfants et les espaces verts pour les sorties familiales. Les jeunes, quant à eux, passent leur temps à vadrouiller en quête d'un exutoire quelconque, une



localité où l'élément juvénile prédomine à outrance. Pour

la majorité des jeunes, leur occupation principale se limite à la connexion aux réseaux sociaux, ou encore à occuper des placettes de parking dans l'enceinte des cités servant à des parties de football. Pourtant les règles de l'urbanisme sont claires. Une cité doit impérativement

fournir aux enfants les moyens de se développer. Ce qui a amené les habitants à étaler leur ras-le-bol. Ces derniers exigent une intervention urgente des autorités locales afin de se pencher sur leurs préoccupations et de trouver une solution à leur calvaire dans les meilleurs délais.

ANNABA / PROTECTION DES CONSOMMATEURS :

Saisie et destruction de viandes impropres à la consommation à Oued El Aneb

Une sortie conjointe organisée entre les agents de la DCP, en collaboration avec la section de la santé de l'APC d'Oued El Aneb, et l'administration de la circonscription "Benmostefa Benaouda", a abouti à la

saisie et à la destruction de plusieurs quantités de produits alimentaires impropres à la consommation. Les équipes ont découvert et confisqué un total de 50,6 kg de viandes rouges et blanches jugées non conformes aux normes sanitaires, représentant un risque potentiel

pour la santé publique. Les inspections ont révélé que les produits saisis étaient périmés et présentaient des signes évidents de décomposition, exposant les consommateurs à des risques d'intoxication alimentaire. Les agents de la répression de la fraude, en coordination avec

les autorités compétentes, ont pris des mesures immédiates en ordonnant la confiscation et la destruction sur le champ de ces denrées avariées. Rappelons que cette opération, dirigée par la DCP, s'inscrit dans le cadre des efforts constants déployés par les autorités locales pour assurer

la sécurité alimentaire. La collaboration entre les services municipaux, le représentant de la santé et les agents de la répression de la fraude a permis une action rapide et efficace, démontrant l'engagement des autorités locales à veiller sur la santé publique.



L'influence du procès pour génocide contre Israël sur le cours de la guerre à Gaza

DUBAI: Quelle que soit la décision de la plus haute juridiction de l'ONU dans l'affaire déposée par l'Afrique du Sud accusant Israël de génocide à Gaza, cette procédure très médiatisée pourrait bien suffire à elle seule à changer le cours du conflit, selon des experts.

Une décision provisoire dans cette affaire, entendue par un panel de 17 juges à la Cour internationale de justice de La Haye (CIJ), pourrait être rendue vendredi et inclure une série de mesures d'urgence à l'encontre d'Israël. Un



verdict, cependant, pourrait ne pas être rendu avant plusieurs années.

Même si le tribunal rejette finalement les arguments

de l'équipe sud-africaine et acquitte Israël de la violation de la Convention sur le génocide, le procès a eu un impact profond sur

l'opinion mondiale, avec des ramifications potentielles pour la guerre et l'ordre international.

L'avocat Tembeka Ngcukaitobi, membre de l'équipe juridique sud-africaine, s'entretient avec des journalistes après leur retour en Afrique du Sud le 14 janvier 2024 (Photo, AFP).

«L'importance de l'examen de cette affaire par la Cour est qu'elle peut rapidement ordonner des mesures provisoires pour prévenir de futurs actes génocidaires», a déclaré à Arab News, Joost R. Hiltermann, directeur

du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord à l'International Crisis Group.

«Bien que la Cour ne dispose d'aucun mécanisme d'exécution, ses décisions ont un poids moral énorme et peuvent donc accentuer la pression internationale sur Israël pour qu'il commence à faire preuve de retenue dans ses opérations militaires à Gaza», a-t-il expliqué.

«Ce serait déjà un énorme pas en avant, même si ce qui est vraiment nécessaire pour sauver des vies innocentes, c'est un cessez-le-feu immédiat», a-t-il précisé.

Londres et Washington sanctionnent des responsables des rebelles Houthis

LONDRES: Londres et Washington ont annoncé des sanctions contre quatre responsables des rebelles Houthis du Yémen, qu'ils estiment impliqués dans l'organisation des attaques de navires en mer Rouge perturbant le transport maritime dans la région.

«Ces sanctions renforcent le message clair que nous avons adressé aux Houthis ces dernières semaines (...) Avec nos alliés, nous continuerons de cibler les responsables des attaques inacceptables et illégales menées par les Houthis, qui menacent les vies de marins

innocents et perturbent les livraisons d'aide au peuple yéménite», a déclaré dans un communiqué le ministre britannique des Affaires étrangères David Cameron. L'objectif de ces sanctions est de «perturber» la capacité des rebelles à mener des attaques en mer Rouge, selon Londres, qui se dit «déterminé à protéger la liberté de navigation».

Parmi les quatre responsables sanctionnés figurent notamment Mohamed al-Atifi, ministre de la Défense des rebelles, ou encore Muhammad Fadl Abd al-Nabi, commandant des forces navales houthies,

détaille le communiqué britannique.

Celui-ci précise que les sanctions consistent notamment en un gel de leurs avoirs et une interdiction du territoire britannique.

Ces sanctions sont annoncées après de nouvelles frappes américaines et américano-britanniques contre des sites des rebelles yéménites.

Les deux alliés occidentaux avaient lancé leurs premières frappes contre les Houthis le 11 janvier.

Les Houthis multiplient les attaques contre des navires marchands en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, ce qui a poussé de nombreux



armateurs à éviter désormais ces passages essentiels pour le commerce international. Les rebelles, qui contrôlent une bonne partie du Yémen, pays lui-même en guerre depuis près d'une décennie,

disent agir en solidarité avec la population de Gaza, qui vit en situation de siège depuis le déclenchement des frappes israéliennes en représailles à l'attaque meurtrière du Hamas du 7 octobre.

Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit après le crash d'un avion militaire russe



NATIONS-UNIES: Moscou qui accuse l'Ukraine d'avoir abattu un avion de transport militaire russe et tué tous ses passagers dont 65 prisonniers de guerre ukrainiens devant être échangés.

La réunion doit avoir lieu à 17H00 (22H00 GMT), a annoncé la présidence française du Conseil, après une demande formulée mercredi par le chef de la diplomatie russe en visite à New York, Sergueï Lavrov.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a, de

son côté, demandé l'ouverture d'une enquête internationale, et chargé plusieurs agences d'Etat de conduire leurs propres investigations sur le crash.

«Nous devons établir tous les faits clairement et autant que possible, étant donné que l'avion a été abattu sur le territoire russe, ce qui échappe à notre contrôle», a déclaré M. Zelensky mercredi soir dans son adresse quotidienne, sans attester que des prisonniers de son pays font bien partie des victimes.

Kiev n'a pas confirmé ni

infirmé que l'appareil avait été abattu par des armes ukrainiennes, comme le soutient Moscou.

Selon les autorités russes, 74 personnes, dont 65 prisonniers de guerre ukrainiens transportés en vue d'un échange, ont trouvé la mort à cette occasion.

L'armée ukrainienne a confirmé qu'un échange de prisonniers était bien prévu mercredi et a estimé que la Russie avait la responsabilité de protéger les prisonniers de guerre ukrainiens dont elle a la garde.

INONDATIONS EN LIBYE:

1,8 milliard de dollars de coûts de reconstruction

TRIPOLI: La catastrophe qui a frappé Derna et l'est de la Libye, ravagé en septembre par des inondations meurtrières, a touché jusqu'à 1,5 million de Libyens avec des coûts de reconstruction estimés à 1,8 milliard de dollars, selon un rapport de la Banque mondiale, l'ONU et l'Union européenne.

L'Évaluation rapide des dégâts et des besoins de la Libye (RDNA), basée sur une méthodologie internationale, a estimé "à 1,8 milliard de dollars le coût de la reconstruction" des zones dévastées dans la nuit du 10 au 11 septembre par la tempête Daniel.

Des quartiers entiers de Derna, la plus touchée, ont été emportés avec leurs habitants par des crues aggravées par la rupture de deux barrages en amont de cette ville



qui comptait 120 000 habitants avant la tragédie.

Selon le rapport, 20 villes ont subi l'impact de Daniel, dont aussi les régions de Benghazi, Al Marj, Sahel Al Jabal et Al Akhdar.

"La catastrophe a touché environ 1,5 million de personnes, soit 22% de la population libyenne

vivant dans les villes côtières et intérieures les plus sévèrement touchées", selon le rapport conjoint diffusé sur son site par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul).

Le rapport, qui qualifie la tempête Daniel de "plus meurtrière en Afrique depuis 1900", fait état d'un bilan de "4 352 morts

confirmés, plus de 8 000 disparus et d'environ 250 000 personnes" qui nécessitent encore une aide humanitaire en décembre.

Mercredi, l'Autorité gouvernementale de recherche et d'identification des disparus a indiqué avoir reçu un nouveau groupe de 5 000 échantillons d'ADN prélevés sur des dépouilles sorties des décombres, de la mer ou enterrées dans des fosses communes autour de Derna.

Près de 44 800 personnes ont également été déplacées par la catastrophe, dont 16 000 enfants, et leur accès aux soins et à l'éducation s'est détérioré.

"Le secteur du logement a été durement touché, avec environ 18 500 habitations détruites ou endommagées, soit l'équivalent de 7% du parc immobilier",

selon le rapport.

Les inondations ont eu un impact majeur aussi sur les secteurs des transports, de l'approvisionnement en eau ainsi que sur le patrimoine culturel du pays, selon les experts.

En plus de l'évaluation des besoins de reconstruction, le RDNA a chiffré à 1,65 milliard de dollars les dégâts matériels et pertes économiques (commerces et fermes détruites) causés par les inondations, soit "3,6% du PIB de la Libye en 2022".

Dans ce pays miné depuis 2011 par l'instabilité politique, deux gouvernements rivaux se disputent le pouvoir. L'un siège à Tripoli, la capitale, et est reconnu par l'ONU. L'autre est installé dans l'est, région sous le contrôle du maréchal Khalifa Haftar.

NIGERIA:

Deux attaques dans le centre du pays font plus de 50 morts

LAGOS: Au moins 55 personnes ont été tuées dans deux nouvelles attaques mardi et mercredi dans l'Etat du Plateau, dans le centre-nord du Nigeria, théâtre de violences intercommunautaires meurtrières depuis Noël, a-t-on appris jeudi auprès de sources locales de la Croix-Rouge nigérienne.

En dépit d'un couvre-feu imposé mardi dans le district local de Mangu, des écoles, des lieux de culte et des maisons ont été incendiés et saccagés lors de ces deux attaques, ont déclaré des responsables communautaires.

La Mwaghavul Development Association, une organisation regroupant des membres de l'ethnie Mwaghavul, majoritairement

chrétiens, a accusé des éleveurs musulmans fulanis (peuls) d'avoir attaqué le village de Kwahaslalek et tué "une trentaine de personnes". Ce bilan a été confirmé à l'AFP par un responsable des secours locaux et une source humanitaire sur le terrain, sous le couvert de l'anonymat.

"Deux camps de déplacés ont été mis en place dans la ville de Mangu, pour environ 1.500 personnes", a déclaré à l'AFP Nurudeen Husaini Magaji, président local de la Croix-Rouge nigérienne.

Le gouverneur de Plateau avait annoncé le couvre-feu mardi après un nouvel affrontement déclenché selon les autorités par un différend entre un éleveur déplaçant son bétail et d'autres résidents utilisant

la route.

La deuxième attaque a eu lieu dans la ville de Mangu, également entre mardi et mercredi.

Le Jama'atu Nasril Islam (JNI), une organisation communautaire musulmane, a déclaré que des lieux de culte et des écoles confessionnelles avaient été attaqués.

"Nous avons retrouvé 25 cadavres, nous attendons la protection des forces de sécurité pour les enterrer", a déclaré par téléphone à l'AFP Jafaru Musa, l'un des responsables locaux du JNI.

"Plusieurs des nôtres ont été tués", a-t-il indiqué, après la découverte de corps sans vie dans une mosquée, qui a depuis été sécurisée par l'armée.



"Nous poursuivons nos recherches avec le soutien de la Croix-Rouge pour voir si nous pouvons encore retrouver des morts, car beaucoup de gens ont disparu", a ajouté Jafaru Musa.

Ce bilan a été confirmé par un autre responsable de la JNI, Salim Musa. "Tout est désormais calme, les militaires sont omniprésents", a déclaré Yusuf Abdullahi, un habitant de la ville.

Joe Biden fragilisé face aux multiples fronts dans le monde



WASHINGTON: Le temps est loin d'un Joe Biden paradant en février 2023 dans les rues de Kiev, porte-étendard de l'Ukraine contre la Russie de Vladimir Poutine.

Près d'un an après, le président américain apparaît au contraire sous pression face à une guerre qui s'enlise, sans issue en vue, et à un conflit dans la bande de Gaza qui menace à tout moment d'embraser le Moyen-

Orient avec des conséquences imprévisibles.

La guerre entre Israël et le Hamas a déjà débordé avec les attaques des milices yéménites Houthis proches de l'Iran contre le trafic maritime en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, et celles de groupes pro-iraniens visant les troupes américaines en Irak et en Syrie, suscitant dans les deux cas des frappes des Etats-Unis.

L'Amérique n'est certes pas en guerre mais cette multiplication des zones de tension, y compris à la frontière avec le Mexique, pose un défi au président démocrate de 81 ans en pleine campagne pour sa propre réélection en novembre.

D'autant plus que son probable adversaire dans la course à

la Maison Blanche, l'ancien président républicain Donald Trump, en profite pour taxer Joe Biden de faiblesse.

«Talon d'Achille»

Pour Melissa DeRosa, une consultante démocrate, "le sentiment d'instabilité provoqué par ces conflits, sans parler du problème à la frontière, jouera un rôle dans cette élection".

"Je pense que ce sera un problème pour Joe Biden", souligne-t-elle. D'autant plus que Donald Trump ne se privera pas de "mettre cela en avant", surtout à propos de la crise migratoire, son véritable "talon d'Achille" selon elle.

Traditionnellement, la politique étrangère ne tient qu'une petite place dans les campagnes électorales aux Etats-Unis et,

sauf événement majeur, le cru 2024 ne devrait pas déroger fondamentalement à la règle.

Mais l'ex-président Trump, en route pour gagner l'investiture du Parti républicain, entend jouer de cette instabilité et de l'afflux de migrants à la frontière mexicaine pour mieux faire valoir le contraste avec Joe Biden, un argument qui fait mouche chez ses partisans.

"Les entités étrangères le respectent davantage et le craignent plus que l'actuel occupant de la Maison Blanche", dit de Donald Trump l'un de ces partisans, Tony Ferrantello, un architecte retraité de 72 ans rencontré à Keene, dans le New Hampshire, avant la primaire de mardi.

GUERRE EN UKRAINE : Réunion du Conseil de sécurité, Trump s'oppose à une aide...



A lors que le Conseil de sécurité de l'Onu s'est réuni après le crash d'un avion militaire en Russie transportant des prisonniers ukrainiens, Donald Trump est accusé de torpiller une nouvelle aide américaine pour des raisons électoralistes et l'Union européenne s'interroge sur l'accueil des réfugiés ukrainiens après 2025.

Une réunion en urgence du conseil de sécurité de l'Onu, convoqué par la Russie après le crash d'un avion militaire russe sur son territoire, est le théâtre d'accusations réciproques entre les deux pays en guerre et d'une critique de la position des Russes par les alliés de l'Ukraine.

Aux États-Unis, la Maison-Blanche tente, en vain pour l'heure, de convaincre les républicains de voter une nouvelle aide pour l'Ukraine, et des médias américains affirment que Donald Trump essaie d'empêcher tout accord pour éviter que Biden n'obtienne une victoire politique avant l'élection présidentielle.

2025 marquera la fin de l'accord pour l'accueil des réfugiés ukrainiens au sein des pays membres de l'Union européenne (UE). Les 27 commencent à anticiper l'avenir et ont discuté ce jeudi 25 janvier des possibles suites à donner à cet accord qui permet aux réfugiés de travailler et de résider sur le territoire de l'UE.

La Maison-Blanche face à l'opposition de Trump pour une aide

Selon des médias américains relayés par l'Agence France-Presse, le grand favori de la droite pour la présidentielle incite les républicains à s'opposer à un possible accord sur une aide essentielle à l'Ukraine pour priver son rival, le président démocrate Joe Biden, d'une victoire politique avant l'élection de novembre.

Ces dernières semaines, les élus républicains ont mis la pression sur l'administration Biden en liant toute nouvelle aide à l'Ukraine à des mesures plus strictes contre l'immigration, un des thèmes de campagne de Donald Trump.

Un accord entre sénateurs républicains et démocrates semblait sur le point d'être conclu ces derniers jours. « Nous allons continuer à être de bonne foi et nous espérons que les républicains resteront à la table des négociations pour que nous y arrivions », a déclaré à la presse une porte-parole de la Maison-Blanche, Olivia Dalton. Le budget destiné à l'aide à l'Ukraine s'est épuisé faute d'accord au Congrès, alors que Kiev s'inquiète de plus en plus du manque d'aide des États-Unis comme de l'Union européenne, ses principaux soutiens depuis l'invasion russe en février 2022.

Échange d'accusations au Conseil de sécurité de l'Onu

La Russie et l'Ukraine se sont rejeté la responsabilité ce jeudi lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'Onu après le crash la veille d'un avion militaire russe près de la frontière ukrainienne, a rapporté l'Agence France-Presse. « Toutes les informations que nous avons aujourd'hui montrent que nous avons affaire à un crime prémédité et bien pensé », a déclaré l'ambassadeur russe adjoint à l'Onu Dmitry Polyanskiy, dont le pays avait demandé cette réunion d'urgence.

Moscou accuse Kiev d'avoir sciemment abattu l'appareil qui transportait, selon les autorités russes, 65 prisonniers ukrainiens devant être échangés. Les autorités ukrainiennes « connaissaient très bien la voie (aérienne) pour le transport des soldats vers la zone d'échange », a assuré Dmitry Polyanskiy.

« L'Ukraine n'a pas été informée du nombre de véhicules, voies et moyens de transport des captifs. Cela seul pourrait représenter un acte intentionnel de la Russie pour mettre en danger la vie et la sécurité des prisonniers », a répondu l'ambassadrice ukrainienne adjointe Khrystyna Hayovyshyn.

Les prisonniers russes « ont été transférés vers le lieu décidé et attendaient en toute sécurité pour l'échange. Les Russes étaient supposés assurer le même niveau de sécurité pour les soldats ukrainiens capturés

», a-t-elle insisté.

Les alliés de l'Ukraine ont de leur côté insisté sur le fait que sans invasion de l'Ukraine par la Russie, rien ne serait arrivé. « La Russie tente de façon répétée de déplacer les responsabilités pour les tragédies de cette guerre choisie et insensée, comme si elle était la victime et pas l'agresseur », a lancé l'ambassadeur américain adjoint Robert Wood.

« Au lieu de convoquer des réunions pour chercher à inverser l'ordre des responsabilités, (la Russie) devrait agir (...) et retirer ses troupes du territoire ukrainien », a plaidé l'ambassadeur français Nicolas de Rivière, notant toutefois qu'il était « important de faire toute la lumière sur ces événements ».

Les 27 s'interrogent sur l'avenir des réfugiés ukrainiens après 2025

Les ministres européens de l'Intérieur ont discuté ce jeudi de l'avenir de l'accueil des quelque 4,2 millions d'Ukrainiens qui bénéficient actuellement dans l'UE d'un statut de protection temporaire jusqu'en mars 2025, a rapporté l'Agence France-Presse.

« Comme vous le savez malheureusement la guerre n'est pas finie. Et les mesures de protection temporaire doivent s'arrêter en mars 2025. C'est plus tôt qu'il n'y paraît », a déclaré la secrétaire d'État belge à l'Asile et la Migration, Nicole de Moor,

dont le pays assure la présidence semestrielle du Conseil de l'UE. Elle a indiqué qu'il était « légalement possible » de prolonger ces mesures. Mais « nous devons réfléchir à différents scénarios, car nous ne savons pas encore où nous en serons en mars 2025 », a-t-elle ajouté à l'issue d'une réunion avec ses homologues à Bruxelles.

Elle a précisé que les ministres avaient « rappelé leur engagement à l'égard de l'Ukraine et de ses citoyens », et décidé de poursuivre la discussion avec la Commission et les autorités ukrainiennes sur la question.

L'Union européenne a activé le 4 mars 2022 la directive relative à la protection temporaire en faveur des Ukrainiens, une semaine après le déclenchement de l'invasion de ce pays par la Russie. Elle permet aux Ukrainiens fuyant la guerre de séjourner dans l'UE et d'y bénéficier d'un accès au marché du travail, au logement, à une aide sociale et médicale.

Les ministres ont souligné la nécessité de garder une approche européenne sur le statut des Ukrainiens. « Nous sommes d'accord qu'adopter 27 différentes législations serait contreproductif et entraînerait des mouvements secondaires » de réfugiés ukrainiens entre pays de l'UE, a souligné Nicole de Moor.

ALGÉRIE – ZIDANE:

On en restera au stade du fantasme...



Le quotidien français L'Equipe a évoqué des contacts, qu'on n'est pas en mesure de confirmer, entre Zinedine Zidane et la Fédération algérienne de football (FAF) pour être un éventuel successeur de Djamel Belmadi, en instance de départ. Mais il semblerait que la venue de l'un des meilleurs joueurs de tous les temps sur le banc de l'Algérie n'a(vait) aucune chance d'aboutir. Tout cela relève du fantasme. C'est le mot que Zizou avait utilisé une fois dans une émission sur Canal + pour parler de l'éventualité d'entraîner un jour la sélection algérienne. « C'est vrai que c'est un fantasme que j'ai depuis longtemps, les aider. Je vais leur donner des conseils, c'est ce que je vais m'efforcer de faire pour l'instant et on verra par la suite », déclarait-il alors qu'il n'avait pas encore entamé sa carrière d'entraîneur de haut niveau. **Il touchait 21 millions d'euros/an au Real Madrid**

Quelques années plus tard, avec le Real Madrid, il a pu réaliser ce triplé historique en décrochant 3 Ligue des Champions UEFA (2017, 2018 et 2019) de rang. Sans oublier le triomphe en 2014 comme adjoint de Carlo Ancelotti. Dès lors, il avait un nouveau statut parmi les managers. On parle d'un technicien qui touchait 21 millions d'euros/an. Les émoluments sont stratosphériques. La Fédération algérienne de football (FAF) ne peut même s'en rapprocher. Rien que d'envisager une venue aux commandes techniques Dz relève de l'inconcevable. D'ailleurs, en 2012, le Champion du Monde 1998 avec la France avait aussi dit: « Oui, c'est vrai. J'aimerais bien me rapprocher de l'équipe d'Algérie mais pas comme sélectionneur. Je ne sais pas encore vraiment comment, dans quelles mesures ». Pas comme sélectionneur. C'est l'autre passage à retenir.

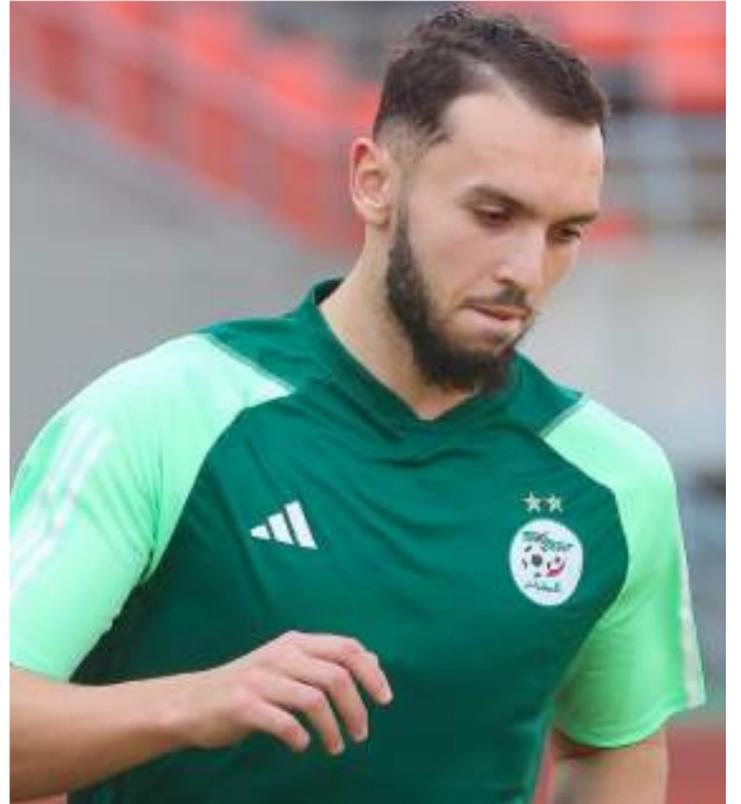
CAN 2023:

Qui a précipité le forfait d'Amine Gouiri ?

Amine Gouiri a repris les entraînements collectifs cette semaine avec le Stade Rennais. L'attaquant est même dans le groupe qui jouera chez l'Olympique Lyonnais ce soir (21h00) en ouverture de la phase retour de la Ligue 1 Uber Eats. Avec du recul, on peut penser que sa durée d'indisponibilité a été expressément surestimée par le staff de l'Algérie. A sa tête le sélectionneur Djamel Belmadi. Julien Stéphan, chef de la barre technique rennaise déclarait, le 05 janvier écoulé, que Gouiri "sera absent pour ce week-end et je peux d'ores et déjà vous dire qu'il sera aussi absent pour le match de Nice et va suivre un protocole médical pour récupérer. Il n'y a pas d'opération mais il y a un protocole très clair, très précis décidé par le staff médical. Et il

va le tenir éloigné des terrains pendant quelques semaines. Après, combien de temps exactement ? On ne le sait pas". La blessure au genou existait bien. A ce moment, l'ancien Gone était déjà de retour en France car la Fédération algérienne de football (FAF) avait annoncé son forfait pour la CAN-2023. L'instance, avait noté, sur son site officiel le 1er janvier coïncidant avec le départ des Fennecs vers Lomé (Togo) pour le stage de préparation, que "le staff technique de l'équipe nationale a décidé de "libérer l'attaquant Amine Gouiri pour cause de blessure l'empêchant de prendre part à la prochaine CAN". Il pouvait disputer le second tour de la CAN-2023. Cela s'était fait "en concertation avec le staff médical" et "après

examen du staff médical de l'équipe nationale et s'appuyant également sur le dossier médical de son club, le Stade Rennais FC", assure la FAF. Il aura fallu une vingtaine de jours pour que Gouiri s'en remette. Dès lors, on peut penser que Djamel Belmadi a, peut-être, décidé de se passer des services du joueur alors qu'il y avait des chances de le récupérer pour la phase à élimination directe de la CAN-2023 en cas de qualification. Y a-t-il eu d'autres paramètres qui ont précipité cette démarche ? Cela reste probable. D'autant plus que le schéma de jeu mis en place par le driver de l'EN ne permettait peut-être pas de titulariser Gouiri. Sachant que Youcef Belaïli, qui a été à la hauteur sur le plan individuel, partait avec les faveurs de l'entraîneur.



HAND BALL CAN 2024

Les Verts mondialistes défient aujourd'hui les Pharaons au Caire

Tayeb Zgaoual
Après leur retentissante qualification au mondial 2025 contre l'équipe du cap Vert 32/26, les verts qui ont fait jusque-là un parcours sans faute vont défier ce soir les Pharaons d'Egypte, double champion en titre dans leur jardin dans une rencontre finale, qui ne manquera

sans doute pas tenir en haleine les supporteurs des deux nations. Pour rappel les Algériens ont remporté cette épreuve continentale en 2014 face à nos voisins de la Tunisie (25/21). La troupe du coach Farouk Dehili va certainement aborder cette ultime rencontre continentale sans complexe même si on sait que l'équipe adverse

sur papier renferme de grands joueurs de la petite balle qui seront soutenus par un grand public mais le 7 Algériens psychologiquement libéré. Cette rencontre sera placée sous le signe des retrouvailles entre deux nations de Hand ball. Pour les Hand balleurs Algériens c'est donc un défi que les «verts» vont relever au pays des pharaons.

Une chose est sûre aujourd'hui doucement mais sûrement même si les moyens manquent encore, Nos représentants d hand ball sont dans le bon chemin et dans leurs meilleures conditions physiques, aussi le coach Dehiri a pratiquement fait tourner tout l'effectif devant l'équipe du Cap Vert. Maintenant qu'ils ont assuré

leur qualification au mondial sans faute c'est donc un parcours royal qu'il faudrait ponctuer par une coupe Africaine ce sera alors le pot de rose. Une chose est certaine tous les regards ce soir seront rivés sur cette finale ou deux équipes de qualité vont s'affronter pour la couronne comme au bon vieux temps.

NATIONAL

SEYB

LIVERPOOL: Jürgen Klopp explique en détail les raisons de son départ surprise

C'est la bombe de la journée. Jürgen Klopp a annoncé son départ des Reds à la fin de la saison. Et après avoir donné quelques détails sur son choix, l'Allemand s'est confié un peu plus en longueur en conférence de presse.

«Je vais quitter le club à la fin de la saison. Je peux comprendre que ce sera un choc pour les gens quand ils vont l'entendre, mais je peux au moins essayer de l'expliquer.» Il était exactement 11h36 ce vendredi 26 janvier 2024, quand Liverpool a posté sur ses réseaux sociaux une interview de Jürgen Klopp dans laquelle l'Allemand annonce son futur départ du club de la Mersey. Après bientôt neuf ans de bons et loyaux services, l'emblématique coach des Reds va donc rendre son tablier alors qu'il lui restait encore deux années de contrat. Pourquoi Klopp jette-t-il l'éponge ? Dans son annonce, l'Allemand indique être épuisé. « C'est que je suis, comment dire, à court d'énergie. Je n'ai aucun problème maintenant, évidemment, je le savais déjà depuis plus longtemps que je devrais l'annoncer à un moment donné, mais je vais absolument bien maintenant. Je sais que je ne peux pas faire ce travail encore et encore et encore et encore. »

En revanche, si cette annonce a été une surprise pour le monde du football, Klopp a révélé dans une interview parue sur le site officiel des Reds que ses dirigeants étaient au courant depuis le



mois de novembre dernier. Le natif de Stuttgart s'est d'ailleurs dit étonné de voir que le secret a su être préservé. «Dans un monde idéal, je n'aurais rien dit à personne jusqu'à la fin de la saison, j'aurais tout gagné et j'aurais fait mes adieux. Ce n'est pas possible. Dans le monde dans lequel nous vivons, il n'est pas possible de garder ce genre de choses secrètes ; c'est peut-être une surprise que nous ayons pu le garder jusqu'à présent», s'est-il réjoui. Et d'ajouter : «Je l'ai déjà dit au club en novembre. Lorsque nous étions assis ensemble (avec ses dirigeants) et que nous

parlions des recrues potentielles, du prochain stage d'été et de sa localisation, l'idée m'est venue : «je ne suis pas sûr d'être là à ce moment-là», ce qui m'a surpris moi-même. Il y a tellement de choses qui ont influencé cette décision, en particulier les raisons personnelles. Les membres de mon équipe doivent être informés à temps et le club en particulier doit être informé à temps et doit planifier», a-t-il conclu.

Klopp se dit épuisé

Poussé à partir pour des raisons personnelles, Klopp avait quand même donné rendez-vous à la presse ce vendredi à 16h00

au centre d'entraînement de Liverpool pour une conférence de presse exceptionnelle. L'occasion de répondre aux nombreuses interrogations entourant ce choix : «l'été a été difficile. Nous avons travaillé très dur pour recruter les bons joueurs. L'été et la préparation que nous avons eus ont été exceptionnels. Mais il ne s'agit pas de cela, a soutenu l'Allemand. J'apprécie chaque minute, l'équipe et la façon dont nous jouons, mais c'est tout ce que nous devons faire à côté. La planification, la fenêtre de transfert... J'ai réalisé que c'était quelque chose que je ne pouvais

plus faire... Je l'ai fait si souvent. J'ai donné six conférences de presse par semaine pendant neuf ans. Je n'ai aucun problème avec vous, mais j'ai hâte de ne pas recommencer. Il y a tellement de choses dans ce travail... Vous devez être la meilleure version de vous-même pour être le manager de Liverpool. Mon management est porté sur l'énergie, la construction de relations.»

«Soulagé» au moment de communiquer sa décision au club, Jürgen Klopp devrait désormais s'offrir un peu de repos, lui qui se dit usé. «Lorsqu'on est entraîneur, il faut être partout. Le soulagement était présent quand j'ai pris la décision et c'est une quelque chose dont je me suis rendu compte après. Aujourd'hui, c'est mitigé mais je ne suis pas aussi émotif que je le serai (quand ce sera officiellement terminé). Je devais le dire aux propriétaires, puis aux supporters et aux joueurs. La réaction des joueurs a été excellente.» S'il restera l'un des entraîneurs les plus emblématiques du club, Klopp assure ne pas avoir l'intention de donner son avis quant à l'identité de son successeur : «Liverpool a besoin d'un manager au sommet de son art, et je ne peux pas l'être. Si je vais participer à la désignation de mon successeur ? La dernière chose dont ils ont besoin, ce sont les conseils de l'ancien manager. Je ne le ferai pas.» Une page se tourne sur les bords de la Mersey...

REAL MADRID: Le groupe sans Jude Bellingham à Las Palmas

Eliminé en huitième de finale de la Coupe du Roi par l'Atlético la semaine passée, le Real Madrid a su se relancer à domicile face à Almeria en Liga (3-2) avant de se déplacer sur la pelouse de Las Palmas, pour le compte de la 22e journée du championnat espagnol. L'occasion de prendre provisoirement la tête du classement avant le match du leader Girona, qui jouera ce dimanche à Vigo. Pour cette affiche, l'entraîneur italien Carlo Ancelotti devra faire sans son meilleur buteur Jude Bellingham, l'Anglais étant suspendu en raison d'une accumulation de cartons jaunes. Il sera logiquement remplacé sur le terrain par Brahim Diaz, dont les prestations sont intéressantes lorsqu'il seconde l'ancien de Dortmund. Convoqué par l'Italien, la pépite turque, Arda Güler, espérera quant à elle glaner ses premières minutes en Liga sous le maillot merengue.



AUTOMOBILE :

Dacia Spring, MG4, Tesla Model 3 : les voitures électriques privées de bonus sont-elles encore intéressantes ?

Du temps jadis, toutes les voitures électriques (VE) étaient éligibles au bonus écologique, à condition d'être vendues en deçà de 47 000 € et passer moins de 2400 kg. L'année 2024 a vu s'ajouter un troisième critère sous la forme d'un score environnemental ayant pour objectif d'exclure du système les VE dont la production présente le bilan carbone le plus lourd.

Désormais, presque tous les modèles produits hors UE ne sont plus éligibles au bonus écologique. Toutefois, cette évolution de la réglementation ne signe pas forcément leur fin de carrière. Certains modèles restent ainsi plus intéressants que des rivaux éligibles au bonus grâce à une production chinoise moins coûteuse, par exemple.

Quelles sont les voitures électriques qui n'ont plus accès au bonus écologique en 2024 ?

De nombreux modèles de voitures électriques ne peuvent plus prétendre au bonus écologique en raison de leur production jugée trop polluante... Nous avons sélectionné quelques voitures électriques dorénavant dépourvues de bonus, en fonction notamment de leur intérêt sur le marché en 2023, afin de vérifier si leurs nouveaux tarifs sont toujours compétitifs.

Dacia Spring : toujours la moins chère, mais plus la plus intéressante

Commençons par la Dacia Spring, la voiture électrique la moins chère du marché. Elle était vendue à partir de 20 800 € hors bonus en 2023, soit 15 800 € hors bonus déduit. Pour 2024, Dacia a rogné ses marges pour compenser en partie la perte du bonus, dont le montant devrait très prochainement passer à 4000 €. La Spring a ainsi vu son ticket d'entrée baisser de 2400 € pour un prix d'appel désormais fixé à 18 400 €. Cela lui permet de rester moins chère que sa nouvelle rivale, la Citroën ë-C3, vendue à partir de 23 300 € hors bonus, soit très bientôt 19 300 € hors bonus déduit (18 300 € actuellement puisque le décret abaissant le montant du bonus de 5000 à 4000 € n'a toujours pas été publié à l'heure où nous écrivons ces lignes).

La Dacia Spring abaisse ses tarifs pour rester moins chère que la Citroën ë-C3

Après un arrêt momentané de ses ventes, la Dacia Spring fait son grand retour. Certes, elle n'a plus droit au bonus écologique, mais Dacia... Néanmoins, malgré un coût

d'achat inférieur, la Spring en offre sur le papier beaucoup moins à ses clients que la Citroën ë-C3. La Dacia dispose d'une fiche technique plus modeste avec seulement 45 à 65 ch et une autonomie maximale de 230 km. Dès l'entrée de gamme, la Citroën affiche 113 ch et plus de 300 km d'autonomie. On espère aussi qu'elle proposera un meilleur comportement routier que la Spring, ce que nous ne manquerons pas de confirmer lors de notre test. Seul le meilleur rapport équipement/prix de la Dacia Spring peut faire hésiter.

Prise en main Dacia Spring 65 Extreme : des chevaux en plus, des pneumatiques en moins

La Dacia Spring, actuellement la voiture électrique la plus vendue en France, s'enrichit d'une version musclée et luxueuse avec la finiti...

MG4 : toujours aussi digne d'intérêt, si ce n'est plus

Sur le segment des berlines compactes électriques, la MG4 s'est illustrée en 2023 avec des ventes supérieures à celles de ses rivales, grâce à un tarif nettement inférieur. Entre la perte de son bonus en 2024 et les baisses de prix de la Renault Mégane E-Tech et de la Volkswagen ID.3, on pouvait s'attendre à ce que les trois concurrentes jouent enfin à armes égales. C'était sans compter sur la réponse de MG, qui a annoncé une remise de 4000 € sur sa gamme de voitures électriques et hybrides rechargeables. En janvier, son montant a même été porté à 7000 €, ce qui fait tomber le prix d'achat d'une MG4 à seulement 22 990 € en entrée de gamme. La Renault Mégane E-Tech démarre quant à elle à 34 000 €, hors bonus écologique. Même avec le montant actuel de 5000 €, soit un prix hors bonus déduit de 29 000 €, la Mégane est donc loin des tarifs de la MG4, qui conserve un avantage tarifaire énorme.

MG4 Standard 51 kWh : faut-il craquer pour la moins chère des MG électriques ?

Après le test convaincant de la MG4 Luxury, nous souhaitions savoir si la version Standard était faite du même bois en dépit de sa plus f...

Tesla Model 3 : oui, en attendant le Model Y restylé

La Tesla Model 3 tout juste restylée se fait désormais éclipser par le Model Y. Vendue 42 990 € en version Propulsion, elle est affichée à un tarif identique au SUV, mais ce dernier reste éligible au bonus écologique grâce à sa production

en Allemagne, qui fait passer son coût d'achat à 37 990 € (38 990 € avec le nouveau montant du bonus).

La Model 3 reste vendue à un tarif intéressant dans l'absolu. À version identique, elle offre aussi une meilleure autonomie que le Model Y. Il s'agit d'un point important, d'autant que les versions Grande Autonomie et Performance du Model Y, équipées d'une plus grosse batterie que la Propulsion, ne sont pas éligibles au bonus écologique, puisqu'elles dépassent le seuil de 47 000 €. Si vous avez besoin d'un rayon d'action supérieur aux 455 km qu'offre le Model Y Propulsion, alors la Model 3 reste un excellent choix. Surtout, en attendant le restylage du SUV, la Model 3 dispose de nombreux arguments supplémentaires. Elle a effectivement profité d'importantes améliorations, notamment en matière de finitions, mais aussi d'équipement.

Tesla Model 3 Propulsion : la moins chère des Tesla s'offre une cure de jouvence

Tesla apporte de nombreuses améliorations à sa plus petite berline électrique, la Model 3. Les évolutions sont non seulement esthétiques,...

Kia Niro EV : même avec le bonus, il n'aurait pas pu faire face à la concurrence

En janvier, Kia a mis en place une remise de 4000 € pour compenser la perte du bonus de son Niro EV. Toutefois, il était probablement déjà possible d'obtenir un geste commercial auparavant et cette annonce ne rebat pas les cartes. Avec un tarif hors remise de 45 690 € en entrée de gamme, soit 41 690 € remise déduite, le Niro EV ne peut pas rivaliser avec les prix du nouveau Renault Scenic E-Tech electric. Ce dernier est vendu à partir de 39 990 € et est éligible au bonus écologique qui fait passer son prix à 34 990 € (35 990 € avec le nouveau montant du bonus). Le nouveau Peugeot e-3008 revient aussi moins cher que le Niro, et un Tesla Model Y Propulsion, qui évolue dans la catégorie supérieure, est vendu à peine plus cher.

Kia Niro EV Premium : du mieux sur toute la ligne

Best-seller du constructeur, et plus encore dans sa version tout-électrique, le Kia Niro revient avec un design remodelé et un habitacle...

smart #1 : une compétitivité très relative

smart veut se relancer avec des modèles plus classiques produits



en Chine, à commencer par les SUV #1 et #3. Le #3 n'aura pu être commandé avec l'ancien montant du bonus écologique que quelques jours, mais le #1 y a eu droit plus longtemps. Ce n'est désormais plus le cas : le SUV citadin s'affiche à partir de 36 315 €, auxquels seule une remise de 3000 € peut être déduite, soit un tarif qui passe à 33 315 €.

smart a de la chance, le segment des SUV citadins électriques (segment B) n'est actuellement pas le plus compétitif. Un Peugeot e-2008 est par exemple vendu à partir de 37 640 € hors bonus et son prix d'achat hors bonus déduit, à 32 640 € (33 640 € avec le nouveau montant du bonus), est donc équivalent à celui du smart #1. En revanche, la faible différence entre les tarifs du modèle et ceux de SUV ou de berlines du segment C peuvent faire hésiter. Sinon, le SUV citadin électrique le plus accessible est un autre modèle dénué de bonus : le MG ZS EV. Grâce à la remise de 7000 € en janvier du constructeur, il s'échange contre seulement 26 990 € en entrée de gamme.

Smart dévoile le #1, un SUV urbain électrique avec 440 km d'autonomie

Smart dévoile le #1 (Hashtag One), un SUV urbain tout électrique de 4,27 m de long qui embarque un moteur asynchrone de 272 ch alimenté p...

Volvo EX30 : il avait tout pour plaire, mais ce ne sera pas pour 2024

Cousin technique du smart #1, le Volvo EX30 est vendu à partir de 37 500 €. Avec le bonus, il était très bien placé, tout en profitant d'une concurrence assez restreinte du côté des marques premium. Comme le smart #1, l'EX30 conserve un certain attrait en 2024, sur le segment pas si concurrentiel des SUV citadins électriques (segment B). Sa version Extended Range aux 475 km d'autonomie, vendue

à partir de 41 700 €, souffre par contre de la comparaison avec le plus grand Volvo XC40 Recharge (segment C), qui affiche le même rayon d'action. Il est vendu à partir de 46 990 € hors bonus, auquel il reste éligible grâce à sa production en Belgique et qui fait passer son tarif à 41 990 € (42 990 € avec le nouveau montant du bonus). L'écart de prix entre les deux modèles devient alors très réduit. Heureusement, Volvo prévoit également de produire son EX30 en Belgique à partir de 2025, ce qui devrait le rendre éligible au bonus écologique en France, à condition que les critères d'attribution de cette aide n'évoluent pas en sa défaveur. Enfin, si les Renault Scenic E-Tech (segment C) et Tesla Model Y (segment D) occupent des segments supérieurs, le bonus leur permet de rentrer en concurrence avec le Volvo EX30.

BYD Atto 3 : le SUV électrique coûte moins cher en 2024 qu'en 2023

Le SUV électrique chinois BYD Atto 3 s'est fait très discret en 2023, malgré son éligibilité au bonus écologique. Il faut dire qu'il a été lancé à un tarif élevé pour une marque inconnue du marché français, à 43 690 € hors bonus. En 2024, bien qu'il ait perdu cette aide de l'État et que sa finition d'entrée de gamme ait disparu du catalogue, l'Atto 3 est moins cher que l'année précédente grâce à une importante baisse tarifaire. Il coûte désormais à partir de 37 990 € pour une autonomie de 420 km. Cette offre reste toutefois peu attrayante face aux tarifs hors bonus déduit du nouveau Renault Scenic E-Tech, par exemple. Vendue à partir de 39 990 € hors bonus, soit 34 990 € hors bonus déduit (35 990 € avec le nouveau montant du bonus), la version autonomie confort du Français affiche déjà jusqu'à 430 km d'autonomie.



Fin des bêtas et autres previews, AMD intègre le Fluid Motion Frames à ses pilotes Adrenalin finaux

Les cartes graphiques AMD profitent maintenant de la technologie de génération d'images directement dans leurs pilotes.

En septembre dernier, AMD répondait enfin à NVIDIA et à sa technologie de frame generation qui vise à utiliser l'intelligence artificielle pour calculer des images intercalaires entre celles rendues par celle du GPU.

Intégrée à DLSS3, cette technologie booste largement les performances dans les jeux vidéo et, avec le FSR3, AMD ambitionne d'avoir quelque chose de très similaire à proposer aux joueurs.

L'AFMF en version « finale » Problème pour AMD, NVIDIA a de l'avance, beaucoup d'avance, et le FSR3 est loin de rivaliser

en nombre de jeux compatibles. Alors, pour accélérer les choses, AMD a imaginé l'AMD Fluid Motion Frames (AFMF).

La technologie est apparentée au FSR3 et il s'agit donc toujours d'une façon de générer des images (frame generation) pour alléger la tâche du processeur de la carte graphique. Dans les faits, la chose est toutefois moins ambitieuse et c'est pourquoi AMD dispose des deux technologies.

La raison d'être de l'AFMF est qu'elle est directement implémentée au niveau des pilotes graphiques. De fait, il n'est plus nécessaire pour AMD ou pour les développeurs de jeux de fournir un travail supplémentaire.

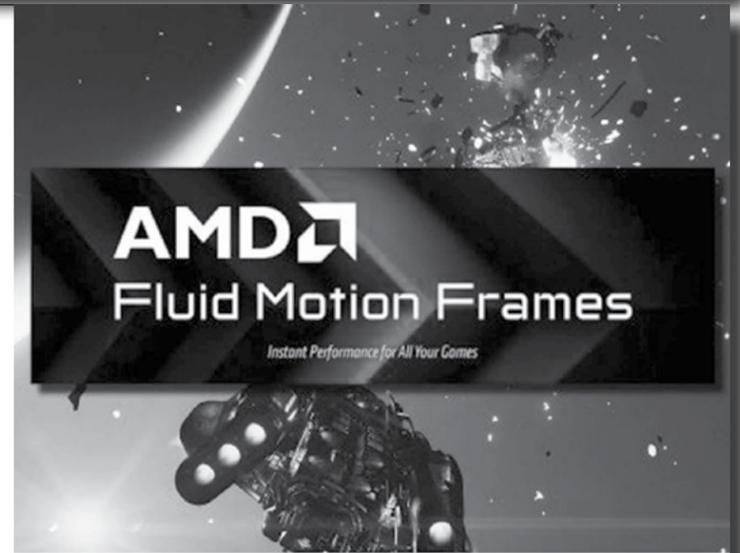
Sur Radeon RX 7000, RX 6000

et 700M

Jusqu'à présent, AMD semblait tâter le terrain et l'AFMF n'était disponible qu'au moyen de pilotes previews, autrement dit, des versions non finalisées des pilotes graphiques Adrenalin... à utiliser à vos risques et périls.

Depuis aujourd'hui, ce n'est plus le cas avec la sortie des pilotes Adrenalin en version 24.1.1. Il n'est pas question de preview et l'AFMF est bien intégré. De plus, ils sont disponibles pour les Radeon RX 7000 autant que RX 6000, mais aussi pour Radeon 700M, une solution graphique intégrée à de nombreux processeurs AMD, notamment sur les consoles portables.

Sur le papier, l'AFMF a tout de la bonne idée, mais nous voyons deux écueils. Ne risquez-



t-on pas d'assister à un moindre développement du FSR3 puisque l'AFMF est disponible ? Et, surtout, l'AFMF aurait tendance à se couper dès que des

mouvements rapides – à la souris par exemple – sont effectués par le joueur. Avez-vous remarqué pareil problème ?

Enfin, Samsung envisage bel et bien de sortir un Z Fold plus «abordable»

Jusqu'alors réservés au segment haut de gamme, les Galaxy Z Fold pourraient devenir moins chers. Pourtant, il y a quelques semaines, Samsung affirmait le contraire.

Voilà tout juste une semaine que Samsung officialisait ses nouveaux smartphones, les Galaxy S24, Galaxy S24+ et Galaxy S24 Ultra. Si plusieurs mois nous séparent encore de l'annonce des prochains téléphones pliants du constructeur, les premières rumeurs autour du futur modèle commencent déjà à surgir sur la Toile.

Contre toute attente, Samsung envisagerait de commercialiser une variante milieu de gamme de son Galaxy Z Fold6.

Galaxy Z Fold6 : un modèle moins cher serait en préparation En novembre dernier, tout

semblait pourtant très clair du côté de la firme coréenne : « Nous n'envisageons pas de fabriquer des smartphones pliants dont le prix se situe dans le milieu de gamme, et les dernières rumeurs sont sans fondement ».

Des paroles prononcées par l'un des représentants de Samsung dans les colonnes du site Korea JongAng Daily, et qui ne laissent que très peu de place à l'espoir quant à l'arrivée d'un smartphone pliant made in Samsung à un tarif proche des 400 euros.

Ces « rumeurs sans fondement » provenaient pourtant de sources réputées pour leur fiabilité. D'ailleurs, selon un nouveau rapport publié par The Elec, Samsung envisagerait bel et bien de commercialiser une variante plus abordable de son Galaxy Z Fold6, et ce, dès le deuxième



semestre de l'année 2024.

L'objectif de Samsung serait alors de maximiser la pénétration de ses smartphones pliants sur le marché chinois, et ainsi rivaliser avec les grandes marques du territoire (Xiaomi, HONOR,

OPPO...).

Avant de s'engager, Samsung tâte le terrain

D'après les informations rapportées par Android Authority, le Coréen redouterait cependant que les ventes de son Galaxy Z

Fold6 cannibalisent celles de son nouveau modèle d'entrée de gamme (et inversement).

Rappelons que le marché des smartphones est en berne depuis de nombreux mois et que les appareils haut de gamme sont ceux qui résistent le mieux face à cette crise. Pour cette raison, Samsung pourrait donc retarder la sortie de son Z Fold d'entrée de gamme à l'année prochaine.

Vous aurez sans doute noté, la commercialisation d'une variante plus abordable ne concernerait que l'une des deux gammes de smartphones pliants proposées par Samsung. Le Galaxy Z Flip étant largement plus populaire, la priorité du fabricant serait alors de trouver de nouveaux moyens pour augmenter les ventes de son Galaxy Z Fold.

« Urgentime », la solution visio pour les premiers secours

Il suffit parfois d'un rien pour que la vie bascule. Anthony Tabuyo, qui participe ce mercredi soir à l'émission Qui veut être mon associé ?, sur M6, en a fait la douloureuse expérience en 2013. Un soir de pluie à Nice, une voiture recule d'un parking, feux éteints. Lui, est à moto. « Impossible à esquiver », raconte-t-il. Le choc est brutal. Le jeune

homme, alors âgé de 22 ans, se retrouve propulsé au sol, le corps meurtri. « Quand les pompiers sont arrivés, ils n'ont rien pu faire car ils n'avaient pas évalué au téléphone la gravité de mon état », se remémore-t-il.

Envoyé aux urgences, Anthony « frôle la paralysie à vie » mais « s'en sort bien », au terme d'un long séjour à l'hôpital. De son

expérience traumatique, jaillit une idée : créer un outil baptisé Urgentime, censé donner des yeux aux urgentistes pour qu'ils évaluent à distance les blessures et puissent envoyer sur place une équipe médicale si nécessaire.

Anthony fait alors appel à son « âme sœur professionnelle », Jovien Chappex (major de promo de l'école 42), pour concevoir

la partie technologique. Au final, une solution « simple d'utilisation » : En appelant le 18 ou le 15, le témoin d'un accident reçoit un lien de connexion, envoyé par le régulateur, qui lui demande de prendre la main sur la caméra de son téléphone. Ce dernier peut ainsi voir lui-même la victime et donner ses conseils les premiers gestes de secours.





Quels sont les effets du vaccin sur le système immunitaire ?

Rougeole, hépatite, tétanos, grippe, Covid-19... Se faire vacciner permet à chacun et à chacune d'être plus fort(e) face à des maladies rarement anodines. Pourtant, la vaccination est parfois accusée d'affaiblir le système immunitaire et de fragiliser l'organisme. Le point avec le Pr Olivier Schwartz, responsable de l'unité Virus et immunité à l'Institut Pasteur. La vaccination permet d'éradiquer la maladie : selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), chaque année dans le monde 2 millions de vies sont sauvées grâce aux vaccins (source 1). Pourtant, au moment de se faire vacciner, on peut trouver difficile de se soumettre à l'aiguille du médecin. Est-ce réellement sans risque pour notre système immunitaire ? Ne vaudrait-il pas mieux passer par le cycle naturel des maladies bénignes ? Réponses.

Qu'est-ce que la vaccination et quels sont les différents types de vaccin ?

« Un vaccin est une préparation qui a pour objectif de stimuler le système immunitaire de façon spécifique dans le but de se protéger d'une infection par un virus ou par une bactérie », explique le Pr Olivier Schwartz, responsable de l'unité Virus et immunité à l'Institut Pasteur. Vaccins vivants atténués, vaccins inactivés ou tués, vaccins sous-unitaires...

Il existe plusieurs grands différents types de vaccins, résume le Pr Schwartz :

- Les vaccins vivants atténués : ils sont constitués de germes vivants qui ont été modifiés afin de leur faire perdre leur pouvoir infectieux tout en gardant leur capacité à induire une protection, définit Vaccination Info Service (source 2). « C'est le cas par exemple du vaccin de la fièvre jaune : le virus a été passé en culture pour devenir inoffensif, mais a gardé ses capacités à stimuler le système immunitaire », explique le Pr Schwartz ;

- Les vaccins dits inactivés ou tués : ce sont des vaccins qui ont perdu tout pouvoir infectant par procédé physico-chimique. « On prend toute la particule virale, on lui fait un traitement chimique

pour détruire sa capacité de se multiplier mais de manière qu'elle conserve sa structure et sa forme pour être reconnue par le système immunitaire » ;

- Les vaccins à sous-unités : ils contiennent des fragments de microbe purifiés, nécessaires et suffisants pour apprendre au système immunitaire à reconnaître le germe entier, ce qui va lui permettre de « produire des anticorps neutralisants », explique le Pr Schwartz. « C'est le cas de certains vaccins contre la grippe » ;

- Les vaccins à vecteurs viraux : ils contiennent une version affaiblie d'un virus inoffensif pour l'humain dans lequel une partie du matériel génétique du virus a été introduite. « Le virus va entrer dans la cellule, produire la protéine d'intérêt (l'antigène) et stimuler le système immunitaire », dit l'expert. « C'est le cas des vecteurs adénovirus, qui ont été utilisés contre le coronavirus » ;

- Les vaccins à ARN messager (ARNm) : « ce sont les vaccins les plus récemment développés, pour lesquels on injecte la séquence génétique de la protéine d'intérêt - et c'est l'organisme lui-même qui produit son propre vaccin. Certains de ces vaccins sont utilisés contre le coronavirus ».

Quel est le principe de la vaccination et comment fonctionne-t-elle ?

Le vaccin consiste en une injection, « mais il peut également se faire via une injection intramusculaire ou intradermique, par exemple. Très peu de vaccins sont pris par voies nasale et orale », note le spécialiste.

Les vaccins vont agir comme une espèce de leurre qui va activer notre système immunitaire, qui est composé de différentes parties :

- L'immunité innée qui se met en route dès la naissance, qui est non spécifique ;

- L'immunité acquise ou adaptative, qui adapte son attaque à un antigène spécifique : c'est le cas des vaccins, dont l'objectif est d'induire une immunité spécifique. Les vaccins produisent des antigènes qui entraînent la production d'anticorps

« L'essentiel des vaccins agit en induisant des anticorps. Les vaccins vont produire des antigènes reconnus par le système immunitaire et plus particulièrement par des lymphocytes B, qui sont les globules blancs qui produisent des anticorps. Ceux-ci vont être activés et vont de façon spécifique et pendant un certain temps produire des anticorps », décrit le Pr Schwartz.

À quoi sert la vaccination exactement ?

L'intérêt de se faire vacciner est de stimuler une réponse du système immunitaire de façon spécifique et le plus longtemps possible afin d'éviter de tomber malade si l'on attrape un virus ou une bactérie. On se vaccine pour soi mais aussi pour les autres : « l'intérêt final est de se protéger soi-même mais également de diminuer la durée d'infection ainsi que la capacité d'un virus ou d'une bactérie à se multiplier dans l'organisme. Il y a donc aussi un intérêt de santé publique : l'intérêt de se protéger soi-même, ses proches et les personnes qu'on peut croiser ». Il faut souvent faire des rappels car bien souvent une seule injection ou prise ne suffit pas à stimuler suffisamment l'immunité. Les vaccins peuvent être rapprochés de quelques mois à quelques années. Un rappel vaccinal est une injection supplémentaire de vaccin, destinée à stimuler une nouvelle fois la réponse immunitaire induite par une vaccination si elle diminue en efficacité au cours du temps et ne garantit plus un niveau de protection suffisant, rappelle l'Inserm (source 3). Le calendrier vaccinal prévoit des rappels tout au long de la vie.

Le système immunitaire réagit-il de la même façon à un vaccin qu'à une infection naturelle ?

Que vous vous fassiez vacciner contre la grippe ou que vous attrapiez un rhume, le système immunitaire fonctionne globalement toujours de la même façon. Une réponse légèrement différente mais un fonctionnement similaire « Le principe de la réponse du système immunitaire est



le même après vaccination ou après infection, même s'il existe tout de même quelques différences », explique le Pr Schwartz. La différence majeure étant le fait que le système immunitaire réagit de façon moins marquée, moins exacerbée lors d'un vaccin que lors d'une infection naturelle. « En effet, lorsqu'un virus se multiplie, il peut déclencher une réponse immunitaire et inflammatoire qui peut durer plus longtemps », poursuit l'expert. La réponse peut donc être légèrement différente en fonction du type de vaccin et du type de virus, mais globalement ce sont les mêmes principes qui sont mis en œuvre, à ceci près qu'avec le vaccin, il n'y a pas les effets dus à l'infection, dit le Pr Schwartz. « Le vaccin peut avoir des effets secondaires qui sont très rares, mais qui sont beaucoup moins 'embêtants' que les effets secondaires associés à l'infection naturelle. L'objectif du vaccin est de faire réagir le système immunitaire de façon optimale et apaisée, sans déclencher une réaction trop marquée, trop exacerbée, trop inflammatoire - qui est souvent la cause de la maladie associée à l'infection. Par exemple, les personnes qui sont décédées du Covid-19 ne sont pas décédées à cause du virus directement, mais à cause des effets secondaires de la réaction du système immunitaire et de la réaction inflammatoire aux effets secondaires de l'infection ». **La vaccination renforce-t-elle ou affaiblit-elle le système immunitaire ?**

Une idée voudrait que les

vaccins fassent perdre au système immunitaire sa capacité à se défendre par lui-même. C'est une fausse croyance : se faire vacciner ne diminue en rien la force et les capacités de protection de notre système immunitaire. « Le système immunitaire est très souvent stimulé, il ne peut être affaibli par un vaccin », explique le Pr Schwartz. « Nous sommes même tout à fait capables de réagir à plusieurs vaccins de façon simultanée ; certaines préparations vaccinales associant plusieurs vaccins en même temps ». Et de souligner : « il existe quelques cas rares d'effets secondaires pouvant être provoqués par le vaccin, car lorsqu'on active le système immunitaire, certains mécanismes auto-inflammatoires ou auto-immuns peuvent se mettre en branle. C'est par exemple le cas des vaccins à ARN messager pouvant induire des cas très rares de myocardite (inflammation du muscle cardiaque). Mais il n'y a eu que quelques centaines de cas décrits en France sur plusieurs dizaines voire de centaines de millions de doses de vaccin injectées. Ces effets secondaires sont rarissimes par rapport aux effets secondaires dus à l'infection par le vrai virus. La vaccination n'affaiblit pas le système immunitaire - au contraire elle stimule ce dernier de façon adaptée contre le microbe contre lequel le vaccin est dirigé », conclut le spécialiste.



L'astuce imparable pour éviter les éclaboussures d'huile

Les éclaboussures brûlantes et les tâches de gras sont un problème récurrent en cuisine. Il existe pourtant une petite astuce pour les empêcher, et cela tient à un ingrédient de base.

Si l'on dit qu'il faut souffrir pour être beau, en cuisine, il n'est pas nécessaire de subir pour bien manger. Pourtant, les petits incidents sont fréquents et peuvent en décourager certains. Mais pas de panique, vous n'aurez plus besoin de vous précipiter sous l'eau froide grâce à un petit geste tout simple. Eh oui, les projections d'huile ou de beurre seront bientôt un lointain souvenir. Explications.

Éclaboussures bouillantes : la cause

Les amoureux de cuisine le savent : la préparation d'un festin n'est pas toujours sans risques. Si certains ont adopté

des stratégies en enfilant une armure anti-projection ou en se positionnant le plus loin possible de la poêle pour y lancer leurs ingrédients, ce n'est clairement pas l'idéal. On vous l'accorde, se brûler les mains ou tâcher son haut préféré, même au nom de la gastronomie, reste très désagréable. Ces projections ont plusieurs causes, la température de cuisson étant la principale. De l'huile ou du beurre trop chaud (et surtout en grande quantité) aura tendance à frétiler trop fort et à jaillir hors de votre poêle.

Le choix de la matière grasse que l'on utilise est aussi crucial. Certaines huiles et beurres ne sont pas adaptés à la cuisson en raison de leur point de fumée (N.D.L.R. : la température à laquelle les matières grasses commencent à émettre de la fumée en continu) trop bas. En plus de devenir impropre

à la consommation et parfois toxique une fois ce point dépassé, la matière grasse va brûler rapidement et provoquer encore plus d'éclaboussures.

L'astuce à connaître pour éviter les projections

Commencez par choisir la bonne matière grasse pour une cuisson à feu moyen ou fort. Oubliez l'huile d'olive qui a un point de fumée relativement bas d'environ 160°C. Privilégiez les huiles raffinées, comme l'huile de tournesol, ou certaines margarines. Une fois les bons ingrédients en main, place à l'étape la plus importante.

Il s'agit de mettre une pincée de sel sur la surface de la poêle avant de verser la matière grasse de votre choix. En effet, le sel retient les graisses et limite donc les éclaboussures. Ainsi, vous pourrez cuisiner, en prenant moins de risques de vous brûler.



Pensez tout de même à limiter la quantité de sel, pour éviter d'obtenir un plat... trop salé, bien sûr.

Cette méthode efficace vous aidera à limiter les projections d'huile en cuisine. Attention, certaines d'entre elles restent inévitables, alors restez tout

de même vigilant lorsque vous utilisez de l'huile de friture chaude.

Une chose est sûre, vous n'aurez plus besoin de recurer votre cuisine de fond en comble la prochaine fois que vous ferez frire vos aliments !

Comment faire tenir son parfum plus longtemps ?

Vous adorez votre parfum mais après quelques heures, sont odeur a déjà disparu ? Découvrez comment le faire tenir toute la journée en suivant les astuces d'un pro.

Le parfum, c'est tout un art ! Lorsque vous trouvez le jus qui vous convient parmi les notes orientales, fleuries, sucrées, hespéridées ou encore boisées, vous avez certainement envie qu'il tienne toute la journée. Pour cela, il existe plusieurs astuces, notamment privilégier l'eau de parfum, plus concentrée qu'une eau de cologne ou qu'une eau de toilette, par exemple.

Les astuces pour faire tenir son parfum plus longtemps

Sur Tik Tok, l'esthéticien Louis, dont le pseudonyme est Skincarebylouisoff, donne son astuce pour faire tenir le

parfum plus longtemps. Dans un premier temps il indique que «la tenue du parfum ne dépend pas de la quantité vaporisée», il est donc «inutile d'en mettre des tonnes». Il conseille dans un premier temps d'appliquer une crème pour le corps. «Comme le beurre qu'on laisse dans le frigo et qui prend toutes les odeurs, c'est le même principe avec la crème pour le corps. La formule riche d'un baume hydratant a le pouvoir de garder les senteurs plus longtemps» explique le spécialiste. L'idéal est de choisir un baume corporel sans parfum pour éviter que plusieurs odeurs se mélangent.

Ensuite il faut appliquer le parfum à des endroits stratégiques que l'on appelle points de pulsation. Ce sont des zones qui dégagent le plus de



chaleur et où la peau est fine. «Derrière les oreilles, dans le

pli des coudes, à l'intérieur des poignets et aussi derrière

les genoux» énumère-t-il. Vous pouvez aussi mettre un peu de vaseline sur ses zones avant d'appliquer votre fragrance afin que celle-ci accroche et tienne plus longtemps.

À quelle distance faut-il vaporiser son parfum ?

Louis recommande de vaporiser le parfum à une distance de dix à vingt centimètres de la zone à parfumer «cela permet de mieux répartir la fragrance et d'amplifier le sillage». Enfin, il déconseille vivement de parfumer ses cheveux «car l'alcool que contient le parfum va assécher les cheveux et le cuir chevelu». Si vous souhaitez parfumer votre chevelure, privilégiez les brumes conçues pour ce type d'utilisation.

Voici 3 façons de combattre l'acné naturellement

Si votre peau a une tendance à l'acné, vous cherchez peut-être des moyens pour en venir à bout. En complément d'un traitement (ou non), vous avez envie de vous tourner vers des méthodes plus douces. Voici comment la combattre naturellement, selon une dermatologue.

3 solutions naturelles pour lutter contre l'acné

Les graines de lin

La médecin commence par citer les graines de lin, à incorporer dans ses repas. Ces dernières

sont riches en oméga 3 et «des études scientifiques ont montré une efficacité pour réduire les cicatrices d'acné», entame-t-elle. «Les graines de lin contiennent des lignanes, qui ont un effet anti-androgène, ce qui les rend particulièrement utiles pour limiter les boutons qui apparaissent au moment des règles», précise la médecin. Comment les consommer ? Dr

Neera précise qu'il est possible d'incorporer chaque jour une à deux cuillères à café de graines

de lin moulues à des smoothies ou des porridges. Elle ajoute qu'une application locale de gel issu des graines de lin bouillies (notamment viral sur TikTok pour un prétendu effet botox) peut avoir un effet bénéfique sur une peau acnéique.

Les infusions de menthe verte Dr Neera ajoute que des études ont démontré l'efficacité des infusions de menthe verte pour lutter contre l'acné hormonale et la pilosité du visage, notamment chez les personnes

atteintes d'un syndrome des ovaires polykystiques. Cette plante aurait notamment pour effet de faire baisser le taux de testostérone et les personnes qui en consomment quotidiennement auraient constaté une réduction de leur acné en trois mois.

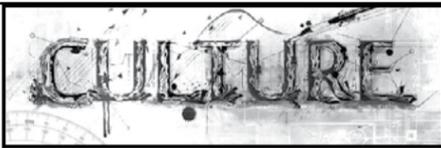
Comment les consommer ? La médecin préconise deux tasses de tisane de menthe verte par jour.

Les probiotiques et aliments fermentés

«Les probiotiques peuvent

changer la donne pour lutter contre l'acné», poursuit la spécialiste. «Prendre des probiotiques ou consommer des aliments fermentés permet de réduire l'inflammation et aide à lutter contre les bactéries responsables de l'acné», ajoute-t-elle.

Comment les consommer ? La dermatologue recommande d'incorporer du kimchi (spécialité coréenne de chou fermenté), du kombucha et des yaourts à son alimentation.



Sommet de la Francophonie 2024

"Refaire le Monde", le Festival de la Francophonie

Afin de faire vivre à l'échelle internationale le Festival de la Francophonie "Refaire le monde", qui se déploiera de mars à octobre 2024, en marge du 19ème Sommet de la Francophonie, l'Institut français, en coordination avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et le Secrétariat général du Sommet de la Francophonie, a lancé un appel à projets destiné aux établissements du réseau culturel français à l'étranger. Les formats et contenus des projets pourront prendre des formes multiples : conférences, séminaires, débats, expositions, spectacles, présentations, etc. S'adressant au plus grand nombre, en particulier aux jeunes générations, en France et à l'ensemble de la communauté francophone à l'échelle internationale, le festival mettra en lumière celles et ceux qui expriment leur créativité et leur ingéniosité en français. Son objectif : valoriser la vitalité des scènes culturelles, académiques, scientifiques et entrepreneuriales francophones, réunies autour de la thématique du Sommet "créer, innover et entreprendre en français". Et ce, dans une logique d'actions terrain multi-acteurs, destinées



XIX^e SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Villers-Cotterêts – 2024

aux jeunes générations francophones et francophiles. Organisé, en marge du Sommet, le Festival de la francophonie, bâti en dialogue avec l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), ses Etats membres dont la Tunisie et les sociétés civiles, vise à contribuer à la perception d'une francophonie ouverte, vivante, plurilingue, contemporaine, utile et attractive. A Paris, il intégrera le Village de la Francophonie, organisé conjointement avec l'OIF et ses Etats et gouvernements membres participant au Sommet. Dans ce contexte, le fonds "Résonances internationales du Festival de la francophonie",

est un fonds d'appui qui vise à soutenir des projets collectifs valorisant la francophonie, intégrant ainsi les initiatives retenues dans la programmation du Festival de la Francophonie. Il se dresse comme une initiative impulsée en amont du XIXème Sommet de la Francophonie, qui sera accueilli par la France le 4 octobre 2024 à la Cité internationale de la langue française de Villers-Cotterêts, lieu entièrement dédié à la langue française et aux cultures francophones, et le 5 octobre à Paris. Réunissant les scènes culturelles, éducatives et entrepreneuriales francophones, le Festival de la

Francophonie intitulé "Refaire le monde" sera déployé dès le 20 mars 2024, à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie et s'étendra à tout le territoire métropolitain et ultramarin, ainsi qu'aux francophones et francophiles du monde entier, grâce au déploiement de multiples actions présentes et numériques. Au cœur de l'événement : créativité, innovation et entrepreneuriat dans la diversité. Il culminera au moment du Sommet, en rassemblant pendant une dizaine de jours à Paris et Villers-Cotterêts le grand public, ainsi que des créateurs, entrepreneurs, sportifs ou encore penseurs en capacité de réparer, réinventer et réenchanter collectivement le monde, confronté à des bouleversements climatiques, géopolitiques, technologiques, économiques et sociaux. C'est dans ce sens, souligne l'IF, qu'il a été convenu que la créativité, l'innovation et l'entrepreneuriat dans la diversité de l'espace francophone soient placées au cœur de l'événement. "La Francophonie est en effet un formidable vecteur de débats intellectuels, de création et d'emploi. Et le monde francophone est porteur de talents et d'opportunités dont

nous devons être fiers". L'appel à projets est mis en œuvre par le pôle Langue française et plurilinguisme de la Direction Appui au réseau culturel à l'étranger (DARC) de l'Institut Français, en coordination avec le Secrétariat général du Sommet de la Francophonie (SGSF) et la Direction générale de la Mondialisation (DGM) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Pour rappel, au terme de la 44ème Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) qui s'est tenue à Yaoundé, au Cameroun, les 4 et 5 novembre 2023, la France a reçu de la Tunisie – qui a accueilli le 18ème Sommet de la Francophonie (Djerba, novembre 2022) – la présidence de la CMF pour les deux prochaines années, au titre de pays hôte du 19ème Sommet, événement majeur, tant sur le plan diplomatique que politique, économique et culturel, avec la langue française en trait d'union, et l'un des temps forts internationaux de l'année 2024 avec l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques.

«Oppenheimer» en tête des nominations aux Oscars

Nouveau succès pour «Oppenheimer», demi-déception pour «Barbie», et coup d'éclat pour «Anatomie d'une chute»: les nominations pour les Oscars ont mis en avant mardi des films très attendus, tout en réservant quelques surprises. Déjà auréolé de cinq Golden Globes, «Oppenheimer», portrait du père de la bombe atomique réalisé par Christopher Nolan, a confirmé sa position de force avec 13 nominations pour les Oscars, qui se tiendront le 10 mars à Hollywood. Le blockbuster estival frappe fort dans les catégories d'interprétation: Cillian Murphy qui incarne un Robert Oppenheimer rongé par les conséquences dévastatrices de sa création, est nommé, comme il était attendu, dans la catégorie du meilleur acteur. L'acteur Robert Downey Jr, qui brille en bureaucrate conservateur, plus préoccupé par la destitution d'un Oppenheimer aux sympathies communistes que

par les subtilités de la physique quantique, et Emily Blunt qui joue la femme de l'inventeur, sont tous les deux nommés dans les catégories de meilleur acteur dans un second rôle et meilleure actrice dans un second rôle. Autre pendant du fameux duo «Barbenheimer», «Barbie cumule de son côté 8 nominations pour la cérémonie des Oscars. Mais Greta Gerwig fait figure de grande absente dans la catégorie du meilleur réalisateur, tout comme Margot Robbie, star en poupée parfaite taradée par des pensées morbides, dans celle de la meilleure actrice. Son acolyte Ryan Gosling, remarquable en Ken séduit par les sirènes du patriarcat, est lui nommé dans la catégorie de meilleur acteur dans un second rôle, tout comme America Ferrera pour celle de meilleure actrice dans un second rôle. Anatomie d'un succès Côté surprises, le film français «Anatomie d'une chute», Palme d'Or à Cannes, remporte 5



nominations, un succès d'autant plus tranchant que le film n'a pas été choisi par la France pour prétendre à l'Oscar du meilleur film international. Le long-métrage de Justine Triet est nommé dans les prestigieuses catégories du meilleur film et du meilleur réalisateur, mais aussi pour l'Oscar de la meilleure actrice, avec Sandra Hüller - également à l'affiche d'un autre sérieux prétendant, «La Zone d'intérêt» - du meilleur scénario

original et du meilleur montage. Le film avait été snobé au profit de «La Passion de Dodin Bouffant» pour représenter la France, un choix qui a fait polémique et qui sonne à présent comme un échec au regard de sa non-sélection par l'Académie des Oscars. «C'est absolument évident qu'on n'a pas envoyé le bon film aux Oscars», avait confié à l'AFP Charles Gillibert, un des membres de la commission responsable de cette décision,

avant l'annonce des nominations. Autres films encensés: le loufoque «Pauvres créatures» de Yorgos Lanthimos, déjà récompensé à la Mostra de Venise, et la fresque historique de Martin Scorsese sur des assassinats d'Amérindiens dans l'Oklahoma du début du XXe siècle, «Killers of the Flower Moon», cumulent chacun 11 et 10 nominations. Emma Stone, avec son personnage de Frankenstein au féminin dans «Pauvres créatures», est ainsi nommée dans la catégorie meilleure actrice aux côtés de Lily Gladstone, amérindienne enrichie par le pétrole et confrontée à une série de meurtres au sein de sa tribu dans «Killers of the Flower Moon». La 96e cérémonie des Oscars aura lieu le 10 mars, après une année marquée par la grève historique des acteurs et scénaristes d'Hollywood.



Le Kusunda, la langue au Népal qui n'utilise pas le mot «non»

La langue kusunda du Népal n'a pas d'origine connue et présente un certain nombre de particularités, comme l'absence de mots pour «oui» ou «non». Elle n'a également plus qu'un seul locuteur courant, ce que les linguistes s'efforcent de changer.

A travers la brume hivernale des collines du Terai, dans les basses terres du Népal, Hima Kusunda, 18 ans, sort de l'internat de l'école, bien au chaud dans un sweat-shirt rose à capuche.

Hima est l'un des derniers Kusunda, un minuscule groupe indigène aujourd'hui dispersé dans le centre-ouest du Népal. Leur langue, également appelée kusunda, est unique : les linguistes pensent qu'elle n'a aucun lien avec les autres langues du monde. Les spécialistes ne savent toujours pas comment elle est apparue. Elle présente une variété d'éléments inhabituels, notamment l'absence d'un moyen standard de négation d'une phrase, de mots pour «oui» ou «non», ou de mots pour la direction.

Selon les dernières données du recensement népalais de 2011, il reste 273 Kusunda. Mais seule une femme, Kamala Khatri, 48 ans, est connue pour parler couramment cette langue.

Les Kusunda sont très marginalisés et appauvris au sein de la société népalaise. Aujourd'hui, la plupart vivent dans le district de Dang, dans l'ouest du Népal, une région endormie de champs de moutarde jaune et de collines brumeuses et boisées.

C'est là que la Commission des langues du Népal organise des cours de kusunda depuis 2019



dans le but de préserver la langue. Au cours de la dernière décennie, alors que le gouvernement népalais a lancé des programmes d'aide aux groupes indigènes du pays, il a également commencé à payer pour que Hima et d'autres enfants kusunda des régions reculées soient pensionnaires au lycée Mahindra de Dang - parfois à 10 heures de route - où on leur enseigne également leur langue maternelle.

Hima, originaire du district rural de Pyuthan qui borde Dang, apprend le kusunda depuis deux ans. Elle est désormais capable de le parler à un niveau élémentaire. «Avant de venir à l'école à Dang, je ne connaissais aucune langue kusunda», dit-elle. «Mais je suis fière de connaître le kusunda maintenant, même si je ne l'ai pas appris à la naissance.

«J'avais l'habitude d'écouter d'autres [groupes ethniques], comme les Tharus et les Magars, parler leur langue, et je me demandais ce que ce serait de converser dans ma langue

maternelle. Je pense qu'il est très important pour moi, et pour les autres, de protéger cette langue.»

Une langue au bord du gouffre À l'origine semi-nomades, les Kusunda ont vécu dans les jungles de l'ouest du Népal jusqu'au milieu du XXe siècle, chassant les oiseaux et les varans, et échangeant des ignames et de la viande contre du riz et de la farine dans les villes voisines. Bien qu'ils soient aujourd'hui installés dans des villages, ils s'appellent toujours les Ban Rajas, ou rois de la forêt.

Mais à mesure que la population du Népal augmentait et que l'agriculture fragmentait de plus en plus la jungle, la pression sur la terre natale des Kusundas s'est accrue. Puis, dans les années 1950, le gouvernement a nationalisé de vastes étendues de forêts, ce qui a constitué un obstacle supplémentaire à leur vie nomade.

Les Kusundas ont été contraints de se sédentariser, se tournant vers des emplois dans le secteur

du travail et de l'agriculture. En raison de leur faible nombre et de la nature disparate de leur population, ils se marièrent pour la plupart avec des groupes ethniques voisins. Presque tous ont cessé de parler leur langue.

Pour les Kusunda, perdre leur langue signifie perdre un lien avec leur passé et leur identité.

D'un point de vue linguistique, c'est aussi une perte à d'autres égards.

Madhav Pokharel, professeur émérite de linguistique à l'université Tribhuvan de Katmandou, a supervisé la documentation de la langue kusunda au cours des 15 dernières années. Il explique que plusieurs études ont tenté de la relier à d'autres isolats linguistiques, comme le burushaski du nord du Pakistan et le nihali de l'Inde. Mais toutes n'ont pas réussi à trouver des conclusions solides.

Actuellement, les chercheurs en linguistique pensent que le kusunda est le survivant d'une ancienne langue aborigène parlée dans les régions sub-himalayennes avant l'arrivée des tribus tibéto-birmanes et indo-aryennes.

«Nous pouvons faire remonter tous les autres groupes linguistiques du Népal à des personnes venant de l'extérieur du Népal», explique M. Pokharel. «Il n'y a que le kusunda dont nous ignorons les origines.»

Il n'existe pas de manière standard de négation d'une phrase. En effet, la langue a peu de mots impliquant quelque chose de négatif.

Parallèlement à ses débuts mystérieux, les linguistes ont noté les nombreux éléments rares du kusunda. Bhojraj Gautam, un linguiste ayant une connaissance

approfondie du kusunda, décrit l'un des plus singuliers : il n'y a pas de manière standard de nier une phrase. En effet, la langue possède peu de mots impliquant quelque chose de négatif.

Au lieu de cela, le contexte est utilisé pour transmettre le sens exact. Si l'on veut dire «je ne veux pas de thé», par exemple, on peut utiliser le verbe boire, mais sous une forme adaptée qui indique une très faible probabilité - synonyme de désir du locuteur - de boire du thé.

Le kusunda n'a pas non plus de mots pour désigner des directions absolues, comme la gauche ou la droite, le locuteur utilisant à la place des expressions relatives comme «de ce côté».

Les linguistes affirment que le kusunda n'a pas les règles grammaticales ou les structures rigides que l'on trouve dans la plupart des langues. Il est plus flexible, et les phrases doivent être interprétées en fonction du locuteur. Par exemple, les actions ne sont pas divisées en passé et présent. En disant «J'ai vu un oiseau» par rapport à «Je verrai un oiseau», un locuteur kusunda pourrait indiquer l'action passée non pas par le temps, mais en la décrivant comme une expérience directement liée au locuteur. En revanche, l'action future resterait générale et ne serait associée à aucun sujet.

Ironiquement, ces qualités rares - une grande partie de ce qui rend le kusunda si fascinant pour les linguistes - sont en partie la raison pour laquelle il a eu du mal à se maintenir.

Docta

Pionnier du graffiti dans la scène artistique en pleine expansion de l'Afrique

Le parcours artistique de Docta a débuté en 1984, coïncidant avec l'émergence de la culture hip-hop au Sénégal. Inspiré par des magazines américains, il a rapidement embrassé le monde du graffiti. En 1988, il a créé une fresque monumentale sous la fenêtre de son grand-père, marquant le début de sa reconnaissance publique et de sa carrière artistique.

Le graffiti comme moyen d'expression

Pour Docta, le graffiti va bien au-delà d'une forme d'art visuel ; c'est un moyen puissant d'expression qui aborde des

questions sociales pressantes tout en embellissant les paysages urbains. Il considère le graffiti comme une forme d'art engagée visant à sensibiliser et à susciter la réflexion.

L'évolution du graffiti en Afrique Docta discute de l'évolution du graffiti en Afrique, y compris l'implication de la mode urbaine, de la danse et des DJ dans la communauté du graffiti. Il aborde également les défis de l'établissement du graffiti en tant que forme d'art légitime en Afrique et souligne l'importance de la reconnaissance sociale et parentale.

Le graffiti pour la sensibilisation et la mobilisation

L'invité plaide en faveur de l'utilisation du graffiti comme outil pour sensibiliser aux problèmes de santé et engager les communautés dans des conversations cruciales. Il partage ses expériences de collaboration avec diverses organisations et artistes pour créer un impact positif à travers le graffiti.

Un avenir radieux pour le graffiti en Afrique

La conversation met en lumière la dévotion inébranlable de Docta et ses collaborations constantes, qui ont contribué à l'impact positif du

graffiti dans la société africaine.

Son histoire illustre la croissance et l'expansion du graffiti en tant que forme d'art et médium de communication en Afrique, préfigurant un avenir prometteur pour cet art dynamique sur le continent.

L'épisode complet de « Agriculturelle reçoit Docta » offre un aperçu inspirant du pouvoir de l'art urbain à favoriser un changement social positif et à encourager la créativité à travers l'Afrique.



Le ténor italien Andrea Bocelli se produira à AIUla pour la sixième fois

Le ténor italien Andrea Bocelli fait un retour triomphal cette semaine, dans la salle de concert saoudienne qu'il considère désormais sienne: Maraya, à AIUla. M. Bocelli se produira à Maraya le 26 janvier pour la sixième fois. À AIUla, janvier est le mois de la célébration de la musique classique. L'Opéra national de Paris s'y est produit pour la première fois le 17 janvier dans le cadre de la programmation de préouverture de la Villa Hégra, une institution dédiée aux arts et à la culture qui ouvrira ses portes en 2026.

La Villa Hégra a collaboré avec les musiciens et les techniciens de l'Opéra de Paris afin de présenter des chanteurs, des dan-

seurs et des musiciens de renommée internationale, ainsi que des costumes superbes qui révélaient un délicat mélange d'éléments culturels français et saoudiens.

Le 19 janvier, à Maraya, dans le cadre du festival Winter at Tantara et de la série de concerts AIUla Moments, les musiciens de l'Orchestre suisse ont livré une interprétation particulièrement appréciée de leurs classiques. «Avec un calendrier d'événements dynamiques tout au long de l'année, AIUla a consolidé sa réputation de centre prospère de musique et de divertissement», confie Rami AlMoallim, vice-président du marketing de la Commission royale pour AIUla. «À AIUla, un accueil chaleureux

a été réservé à ce genre vital qu'est la musique classique. Il est tout à fait naturel que Maraya ait accueilli certains des spectacles les plus enthousiasmants de la région. Maraya et AIUla, très appréciées par les amateurs de musique classique, promettent une expérience remarquable à tous ceux qui assistent aux nombreux événements organisés.»

AIUla célèbre à la fois le patrimoine naturel et humain. Ses imposantes montagnes de grès et ses sites culturels anciens datent de plusieurs milliers d'années. Elle est surtout connue pour Hégra, le premier site d'Arabie saoudite inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco.



Vanity Fair, Vogue, GQ...

400 employés du groupe Condé Nast en débrayage aux États-Unis

400 journalistes et employés syndiqués du groupe Condé Nast, qui rassemble des titres comme Vanity Fair, Vogue ou GQ, ont cessé le travail mardi pour protester contre les conditions d'un plan de licenciements dans le groupe, sur fond de nouvelle vague de suppressions d'emplois dans les médias américains.

Les journalistes ont débrayé le jour de l'annonce des nominations aux Oscars, et ont appelé les internautes à montrer leur solidarité en s'abstenant de se rendre sur les sites internet de Vanity Fair, Vogue, GQ, Bon Appétit, Glamour, ou encore Architectural Digest et Teen Vogue.

Une centaine d'entre eux manifestaient sous la pluie mardi matin devant l'immeuble One World Trade Center, où siège le groupe, a constaté une photographe de l'AFP.

«Les trois derniers mois de lutte

pour nos collègues inscrits sur la liste des licenciements de l'entreprise nous amènent ici aujourd'hui», a déclaré un responsable du syndicat Condé Nast Union, Ben Dewey.

Condé Nast avait annoncé en novembre son intention de licencier 5% de ses équipes, soit environ 300 personnes. Le syndicat du groupe, qui s'est formé en 2022, reproche à la direction de le cibler en visant 20% de ses membres, soit 94 de ses inscrits. La semaine dernière, avec le soutien du syndicat des médias de New York, le Condé Nast Union a déposé plainte auprès de l'agence fédérale en charge du droit du travail en dénonçant des pratiques déloyales de la direction qui aurait fait une nouvelle proposition d'indemnités de départ à la baisse.

Sollicitée par l'AFP, la direction du groupe n'a pas donné suite



dans l'immédiat.

Les rédactions de Condé Nast ont aussi été secouées par l'annonce de la fusion du site internet de référence sur la musique Pitchfork avec le magazine masculin GQ. L'opération, qui s'accompagne

de licenciements, fait craindre de perdre la spécificité de Pitchfork, longtemps spécialisé dans la musique indépendante et racheté par Condé Nast en 2015.

Plusieurs autres plans de licenciements ont été annoncés cet

hiver dans des titres phares de la presse américaine, comme au Los Angeles Times, où une centaine de journalistes pourrait être concernés, selon plusieurs médias américains.

Autre annonce choc: la majorité de la rédaction du magazine Sports Illustrated va être licenciée par son éditeur, The Arena Group, en pleine restructuration, a indiqué vendredi le syndicat américain de la presse.

En 2023, des suppressions de postes ont aussi touché le Washington Post, la radio publique NPR et le groupe Vox.

Les difficultés touchent aussi des médias de l'ère internet, comme Vice Media, en faillite depuis mai, tandis que BuzzFeed a annoncé en avril la fermeture de son site d'infos BuzzFeed News, avec 180 licenciements à la clé.

Anne Hathaway soutient les salariés de Condé Nast

Anne Hathaway n'a pas tergiversé: dès qu'elle a été informée par un de ses assistants que le personnel des différents magazines du groupe de presse Condé Nast appelait à la grève, elle a quitté la loge où elle se faisait coiffer et maquiller. L'actrice du Diable s'habille en Prada se trouvait dans les locaux de Vanity Fair pour participer à une séance photos, hier. Le shooting n'avait pas commencé lorsqu'elle a claqué la porte. «Ils n'ont même pas commencé à prendre des photos. Une fois qu'Anne a appris ce qu'il se passait, elle s'est levée de sa chaise de maquillage et est partie», a assuré une source à Variety. Son équipe aurait été «notifiée par un employé de la SAG-AF-

TRA de conseiller à Hathaway de soutenir l'arrêt de travail». Anne Hathaway n'a pas fait de commentaire sur son soutien au débrayage.

Le début du mouvement de grève, qui implique, le personnel de Vogue, Vanity Fair, Allure, GQ, Architectural Digest, Glamour, Self, Bon Appetit et Teen Vogue, coïncide avec le moment où l'académie des Oscars a annoncé ses nominations pour 2024. Et ce n'est bien entendu pas un hasard! Comme Anne Hathaway, les stars du cinéma ont de fortes relations de proximité avec la presse mode et beauté de luxe. La soirée Vanity Fair après la cérémonie de récompense est notamment l'une des plus cou-

Plus de 400 journalistes et employés se mobilisent en raison de l'annonce, en novembre, du licenciement de 5% de la masse salariale de l'entreprise, soit 270 employés selon le New York Times, et plus de 300 selon The Media Leader. La récente fusion annoncée par Anna Wintour du site musical Pitchfork avec le magazine masculin GQ a visiblement été la goutte d'eau. Celle qui est responsable du contenu mondial de Condé Nast depuis 2020 n'aurait même pas retiré ses lunettes noires pour annoncer à la rédaction du site la nouvelle et les inévitables licenciements qui en découlent, à commencer par celui de la rédactrice en chef, Puja Patel.



La CIJ se prononce sur la plainte de l'Afrique du sud contre Israël pour génocide



La Cour internationale de justice (CIJ) s'est prononcée, vendredi 26 janvier 2024, sur la plainte déposée par l'Afrique du sud contre Israël l'accusant de génocide. Dans son ordonnance publiée sur son site web, la juridiction a appelé Israël à tout faire pour empêcher tout acte de génocide dans la bande Gaza contre le peuple palestinien.

La CIJ y constate « que l'opération militaire conduite par Israël à la suite de l'attaque du 7 octobre 2023 a fait de très nombreux morts et blessés et causé la destruction massive d'habitations, le déplacement forcé de l'écrasante majorité de la population et des dommages considérables aux infrastructures civiles. Même si les chiffres relatifs à la bande de Gaza ne peuvent faire l'objet d'une vérification indépendante, des informations récentes font état de 25.700 Palestiniens tués, de plus de 63.000 autres blessés, de plus de 360.000 logements détruits ou partiellement endommagés et d'environ 1,7 million de personnes déplacées à l'intérieur de Gaza ». Elle y note « qu'au moins certains des droits invoqués par l'Afrique du sud au titre de la convention sur le génocide étaient plausibles ». Elle y ajoute les mesures conservatoires suivantes :

1) L'État d'Israël doit, conformément aux obligations lui incombant au titre de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir la commission, à l'encontre des Palestiniens de Gaza, de tout acte entrant dans le champ d'application de l'article II de la convention, en particulier les actes suivants : - 25 - a) meurtre de membres du groupe ; b) atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; c) soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; et d) mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;

2) L'État d'Israël doit veiller, avec effet immédiat, à ce que son armée ne commette aucun des actes visés au point 1 ci-dessus ;

3) L'État d'Israël doit prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide à l'encontre des membres du groupe des Palestiniens de la bande de Gaza

4) L'État d'Israël doit prendre sans délai des mesures effectives pour permettre la fourniture des services de

base et de l'aide humanitaire requis de toute urgence afin de remédier aux difficiles conditions d'existence auxquelles sont soumis les Palestiniens de la bande de Gaza ;

5) L'État d'Israël doit prendre des mesures effectives pour prévenir la destruction et assurer la conservation des éléments de preuve relatifs aux allégations d'actes entrant dans le champ d'application des articles II et III de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide commis contre les membres du groupe des Palestiniens de la bande de Gaza

6) L'État d'Israël doit soumettre à la Cour un rapport sur l'ensemble des mesures qu'il aura prises pour donner effet à la présente ordonnance dans un délai d'un mois à compter de la date de celle-ci.

La CIJ se dit aussi « gravement préoccupée par le sort des personnes enlevées pendant l'attaque en Israël le 7 octobre 2023 et détenues depuis lors par le Hamas et d'autres groupes armés et appelle à la libération immédiate et inconditionnelle de ces otages ».

Les injonctions de la CIJ, qui arbitre les différends entre les États, sont juridiquement contraignantes et sans appel, mais la cour n'a aucun moyen de

les faire respecter. Le Premier ministre Israélien, Benjamin Netanyahu a déclaré qu'il ne se sentirait pas obligé de suivre une ordonnance de la CIJ. « Personne ne nous arrêtera, ni La Haye, ni l'Axe du Mal, ni personne d'autre », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse le 14 janvier.

Qui soutient l'Afrique du Sud ? De nombreux pays ont décidé de dénoncer les crimes odieux et inhumains perpétrés par l'occupant sioniste à l'encontre du peuple palestinien. C'est notamment le cas de l'Organisation de la coopération Islamique (OCI) qui compte 57 pays membres. Mais également des pays comme la Bolivie, le Venezuela, la Malaisie, les Maldives et la Namibie.

La Belgique, quant à elle, a annoncé qu'elle soutiendrait pleinement la plainte sud-africaine contre Israël pour génocide, si la Cour internationale de justice (CIJ) appelait Tel Aviv à cesser sa campagne militaire à Gaza. D'autres pays adoptent une posture plus ambiguë. L'Irlande par exemple, dont le gouvernement est reconnu en Europe comme l'un des plus favorables à la création d'un État palestinien, a exclu toute possibilité pour son pays de se joindre au dossier de la CIJ, malgré les pressions exercées

par les législateurs nationaux. L'Espagne, qui a ouvertement critiqué et condamné l'agression Israélienne s'est abstenue de tout commentaire, malgré une pétition signée par plus de 250 experts juridiques qui appelle le gouvernement à soutenir l'Afrique du Sud.

L'union Européenne quant à elle est majoritairement restée silencieuse, de nombreuses divergences entre ses membres l'empêchant de prendre une décision.

Les États-Unis, allié indéfectible de l'État Hébreu a déjà rejeté l'accusation de l'Afrique du Sud, et l'Allemagne a déclaré qu'elle interviendrait en tant que tierce partie aux côtés d'Israël lorsque la CIJ examinera l'affaire de génocide sur le fond.

Pendant ce temps-là, le bilan humanitaire s'alourdit à GAZA

Le bilan de l'agression israélienne en cours sur la bande de Gaza, au terme de son 110ème jour, s'élève à 25 700 martyrs et 63 740 blessés depuis le 7 octobre dernier. Le ministère a ajouté que plusieurs milliers de victimes restent encore ensevelies sous les décombres et sur les routes, indiquant que les ambulances ainsi que les équipes de la protection civile sont dans l'incapacité de les atteindre.